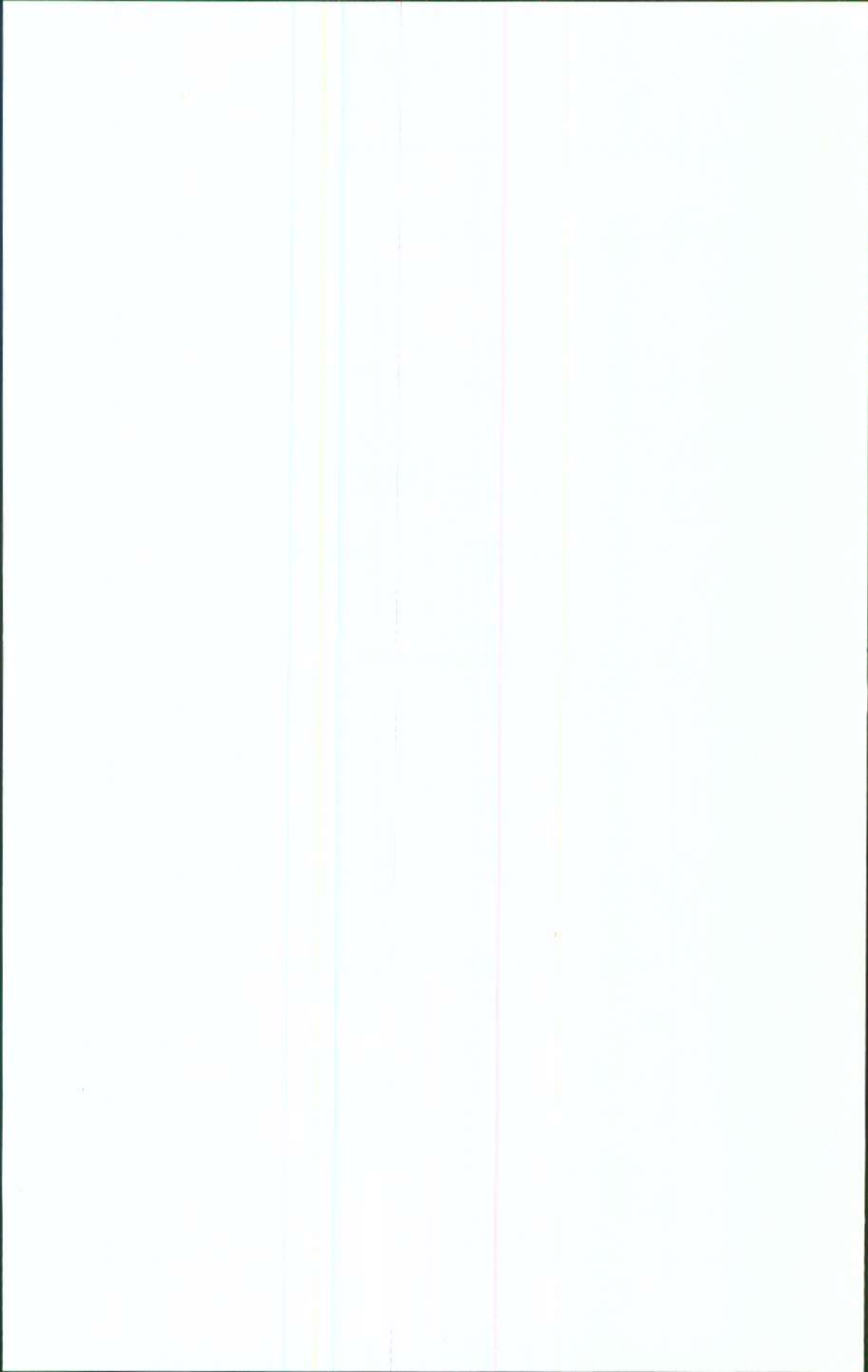

ZAÏRE

par MARCO DI ANTONIO



1.

TRAITS GÉNÉRAUX DE L'ÉCONOMIE

La République de Zaïre, indépendante du gouvernement belge depuis le 30 juin 1960, a une superficie de 2.344.000 km² qui en fait le troisième Etat africain par étendue après le Soudan et l'Algérie. Le pays a une population de 29.700.000 habitants (d'après les résultats provisoires du recensement de 1984) avec une densité moyenne de 13 habitants par km².

La Banque Mondiale estime le taux de croissance annuel de la population autour de 3%. La structure par classes d'âge est décimement orientée vers les jeunes avec 40% d'individus au dessous de 14 ans. Les agglomérations urbaines totalisent près de 36% de la population totale. La croissance économique du pays s'avère difficile. Entre 1977 et 1984 le produit intérieur brut aux prix constants n'a augmenté que de 0,6% (tandis que la part commercialisée diminuait de 1,8%). Après un fléchissement de 3,1% en 1982, le PIB a augmenté, toujours aux prix constants, de 1,2% en 1983 et de 2,6% en 1984.

La structure économique se fonde sur le secteur primaire et sur les services. En ce qui concerne la production de biens, l'apport majeur vient du secteur minier et métallurgique (24,5% du PIB aux prix constants en 1984). Signalons que les exportations de produits miniers ont fourni en 1984 70,3% des recettes du commerce extérieur zaïrois. Les principaux minéraux sont le cuivre, le zinc, le cobalt, la cassitérite, le diamant et l'or. L'agriculture commercialisée représente 8,9% du PIB et l'agriculture de subsistance, 11,4%. L'incidence de l'industrie manufacturière est très modeste (6,3%) et tend à diminuer à cause de nombreux problèmes dont les plus importants sont: l'absence de capital fixe investi et les difficultés de

trésorerie dûs à la pénurie de crédit; la vétusté des installations; l'exiguïté du marché; la concurrence des produits importés; la sous-utilisation de la capacité de production, le manque de capacités d'entreprise. La pénurie de devises étrangères pour les approvisionnements, qui créait de graves problèmes avant les mesures de libéralisation du taux de change, a fait place, après la dévaluation de la monnaie nationale, à la forte augmentation des prix des importations.

Le secteur secondaire est dominé par les industries alimentaires, de traitement du tabac, textiles et de confection.

Quant'aux comptes publics, la nouvelle politique d'austérité a amené une diminution significative du déficit de l'Etat (4,4% du PIB en 1983, contre 10,5% en 1982).

Il existe encore cependant de sérieuses préoccupations à cause de la forte incidence des intérêts de la dette publique; de la compression des dépenses en compte capital, imposée par la politique de rigueur, qui ralentit le processus d'amélioration du réseau d'infrastructures du pays; et de la fréquente incapacité d'honorer les échéances de remboursement des emprunts contractés à l'étranger.

Dans ses rapports commerciaux avec l'étranger, le Zaïre exporte des produits miniers et agricoles et importe des biens d'équipement, des biens de consommation et des denrées alimentaires. Son principal partenaire commercial est la Belgique, suivie des Etats Unis, de la France, de l'Allemagne de l'Ouest et de l'Italie. La balance commerciale est traditionnellement excédentaire, tandis que le solde global de la balance des paiements est négatif et se finance principalement par le concours de la banque centrale et par des financements étrangers.

Le taux de change, qui a subi une forte dévaluation en septembre 1983 à la suite des mesures de libéralisation du marché, continue de décliner et se trouve actuellement (décembre 1985) sur la valeur d'environ 55 zaïres par dollar.

En ce qui concerne l'inflation, les politiques de stabilisation de ces dernières années commencent à donner leurs fruits: l'aug-

mentation des prix de détail à Kinshasa a été de 15,4% en 1984, contre 110,5% en 1983 et 34,7% en 1982. En 1985 on prévoit un taux encore relativement contenu, de peu supérieur à celui de l'année précédente.

La politique économique du gouvernement a connu deux grandes orientations: immédiatement après l'indépendance on assiste au passage forcé des entreprises jusqu'alors administrées par des étrangers à l'Etat ou à des ressortissants locaux. Ces derniers n'étaient pas du tout préparés à cette tâche, car la colonisation belge n'avait certes pas contribué à former des cadres locaux appropriés.

A la même époque, on lance la "politique des grands travaux" visant à transformer le Zaïre en économie industrielle moderne moyennant de grands investissements publics dans les domaines de l'énergie, de la métallurgie et de l'industrie pétrolière.

Tout ceci provoque la détérioration de l'appareil de production, la fuite des capitaux étrangers, l'apparition de déficits publics de plus en plus consistants, l'aggravation de l'inflation (la banque centrale finance ces déficits en base monétaire), la détérioration progressive de la balance des paiements.

Au début des années 1980, les conséquences négatives des politiques adoptées et la nécessité de continuer à jouir du soutien du FMI et de renouveler les emprunts à l'étranger met le pays dans l'obligation d'opérer un revirement dans sa politique économique et de lancer, en septembre 1983, un "programme d'ajustement économique et financier".

Ce programme prévoit d'un côté, pour réduire le déficit, une politique de rigueur dans la gestion du budget public, et une politique monétaire fortement restrictive; de l'autre, à l'intérieur de ce cadre général, une meilleure utilisation des ressources à travers une vaste politique de libéralisation de l'économie.

On prend ainsi des mesures comme la dévaluation de la monnaie nationale et le choix d'un régime de taux de change flexibles; la suppression des limites imposés aux prix des biens et des services et aux taux d'intérêt; la réduction des monopoles publics et de cer-

TABLEAU 1

Principales caractéristiques de l'Economie zairoise (en 000.000 de zaires)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
(1) PIB aux prix courants								
PIB commercialisé	3.202,5	4.439,5	8.866,6	13.829,2	18.688,7	23.489,8	45.520,8	
PIB total	3.956,2	5.480,5	11.105,0	17.182,9	23.780,9	31.110,4	59.134,4	
Accroissement en %		+38,5	+102,6	+54,7	+38,4	+30,8	+90,1	
Apport au PIB en % des différents secteurs (aux prix constants):								
Agriculture commercialisée	8,1	8,3	8,5	8,6	8,6	8,9	8,9	8,9
Extraction minière et métallurgie	23,8	22,9	21,6	22,5	23,5	23,5	24,0	24,5
Industries manufacturières	8,3	7,6	7,1	6,9	6,8	6,2	6,1	6,3
Autres biens	3,8	4,1	3,8	3,7	3,6	3,9	4,2	3,8
Services	43,7	43,7	45,6	44,6	43,9	43,7	43,1	43,0
Droit et taxes à l'importation	1,6	1,7	1,6	1,9	1,9	1,4	0,9	0,6
Agriculture non commercialisée	9,4	10,2	10,5	10,5	10,5	11,1	11,3	11,4
Construction non commercialisée	1,3	1,5	1,3	1,3	1,2	1,3	1,5	1,5
(2) Budget public								
Recettes courantes	669,0	723,1	2.304,7	3.777,3	4.801,8	6.247,4	11.758,6	27.289,1
Dépenses globales		1.289,4	2.866,2	4.114,8	6.524,1	9.515,0	14.348,1	30.900,0
Solde		-566,3	-561,5	-337,5	-1.722,3	-3.267,6	-2.589,5	-3.610,9
% sur le PIB total		10,3	5,1	2,0	7,2	10,5	4,4	
(3) Balance des paiements (000.000 de DTS)								
Balance commerciale		+385,9	+470,0	+455,2	+257,8	+486,8	+592,5	
Balance courante		-121,8	+100,7	-43,2	+286,6	-45,0	+142,0	
Solde global de la balance des paiements		-77,4	+11,8	-13,3	-221,9	-112,1	-11,2	
(4) Taux de change moyenne (zaires per US\$)		0,84	1,73	2,80	4,38	5,75	12,89	36,13
(5) Trend des prix à la consommation	0,86							
Indice général des prix à la consommation familiale dans les marchés de Kinshasa (1975 = 100): 4ème trimestre		590,2	1.102,8	1.427,9	2.137,4	2.880,1	6.062,7	6.995,7
Accroissement en %			+86,9	+29,5	+49,7	+34,7	+110,5	+15,4

Source: Banque du Zaïre, Rapport Annuel et Bulletin de Statistiques, différents numéros;
IMF International Financial Statistics

tains subsides; la libéralisation du commerce avec l'étranger et la révision des tarifs douaniers; la possibilité pour les investisseurs étrangers de rapatrier leurs profits.

Il est encore tôt pour juger de la portée de ces interventions qui, cependant, produisent déjà des effets positifs sur l'inflation, sur le déficit public et sur les comptes avec l'étranger.

2.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET DÉVELOPPEMENT FINANCIER

Marquée, ces dernières années, par une tendance décidément restrictive pour réduire les niveaux élevés qu'avaient atteint l'inflation, le déficit public et celui de la balance des paiements, la politique monétaire zaïroise se sert d'un instrument fondamental: le plafond à l'expansion des crédits bancaires à décaissement, contracté chaque année avec le FMI (2.500.000 millions de zaïres pour 1985). La banque centrale répartit ce plafond global par trimestre selon l'intensité prévue de la demande de crédit dans le système économique. Chaque plafond trimestriel est ensuite partagé en deux parts: la première est répartie entre les différentes banques commerciales proportionnellement au montant de leurs dépôts et de leurs fonds propres ("plafond réparti"); la deuxième est destinée aux demandes de crédit à moyen terme et au financement des campagnes agricoles des produits vivriers, du coton et de la canne à sucre ("plafond non réparti"). Les banques doivent en effet subordonner l'octroi de ce genre de crédits à l'autorisation préalable de la Banque centrale jusqu'à épuisement du plafond disponible à cet effet.

Le fait que l'institut d'émission se réserve la décision d'octroyer ou non les crédits, alors que l'évaluation de ces derniers est confié aux établissements de crédit, représente une limitation de l'autonomie des banques et introduit probablement des critères non optimaux dans la sélection des initiatives à financer. On remarque en effet que les plafonds imposés par le FMI sont plutôt restrictifs, surtout si l'on considère le rythme de l'inflation, et que les surplus de demande de crédit sont compensés par le rationnement des quantités plutôt que par l'action sur les taux (impossible

d'ailleurs, comme on va le voir, en présence de limites administratives sur les taux).

En 1984, par contre, on voit disparaître les finalités sélectives que l'instrument du plafond assumait par le passé, quand le plafond réparti entre les différentes banques était encore partagé en sous-plafonds suivant les différents secteurs de la production.

Il existe ensuite une deuxième limite qui est imposée au financement du Trésor de la part de la banque centrale et qui est destinée à contenir la création de base monétaire qui se fait par ce moyen.

En raison de l'efficacité du contrôle direct du crédit, les autres instruments de politique monétaire paraissent d'importance mineure et ne sont utilisés que dans certaines conjonctures pour renforcer la manoeuvre du contrôle direct (par exemple dans des situations d'abondance de liquidité chez les établissements de crédit ou de glissement du taux de change). Il s'agit essentiellement de la manipulation du taux d'escompte et du coefficient de réserve obligatoire.

En ce qui concerne le premier instrument, les banques peuvent accéder au refinancement de la banque centrale sous différentes formes (mise en pension d'effets, c'est à dire réescompte d'effets ayant une durée inférieure à 15 jours, réescompte d'effets commerciaux ou de bons du trésor, avances en compte courant). Chaque banque peut faire recours au crédit de la banque centrale dans le cadre de plafonds paramétrés au montant de ses dépôts et fonds propres. En cas de dépassement, de sévères pénalisations sont appliquées.

Quant'au régime de réserve obligatoire, le coefficient est très élevé (actuellement 40% du montant des dépôts à vue et des dépôts à terme à six mois ou à mois de six mois). Le dépôt obligatoire peut être constitué en argent comptant (comme cela arrive normalement) ou en bons du trésor et n'est pas rémunéré. Ce haut pourcentage de réserve et son manque de rémunération infligent à la gestion bancaire une rigidité grave. Il suffit de penser aux difficultés de gestion de la liquidité et à la nécessité d'appliquer des écarts

très marqués entre taux actifs et taux passifs qui rendent impossible une rémunération appropriée des dépôts.

En passant à l'analyse des taux d'intérêt du marché, on note que la montée qui a suivi leur libéralisation et les succès dans la lutte contre l'inflation ont donné lieu, ces deux dernières années (1984 et 1985), à des valeurs positives en termes réels, ce qui a inversé la tendance dominante des années précédentes.

Les taux de marché sur les crédits vont actuellement de 25 à 35% (décembre 1985), tandis que les taux sur les financements à court terme pour les campagnes agricoles sont encore fixés par l'Administration (26%) et jouissent d'un réescompte facilité (24%). La structure des rendements par échéance ne montre pas de corrélation positive appréciable avec la durée du prêt.

Les taux d'intérêt sont par contre largement négatifs en termes réels dans le cas des dépôts à vue ou des dépôts à terme de montant inférieur ou de terme plus bref. Un élément nouveau intéressant, apparu en avril 1984, est l'émission hebdomadaire par la banque centrale de bons du trésor destinés au financement du déficit public. Ces titres sont destinés au public des épargnants et ont des échéances de 28, 56, 91 et 182 jours. Leurs rendements sont appréciables et supérieurs au taux d'inflation attendu et au rendement des dépôts bancaires.

Quoiqu'encore très réduit et destiné principalement aux souscriptions de grandes entreprises para-étatiques, le marché des bons du trésor représente, du moins au début, un facteur concurrentiel par rapport aux dépôts, un important encouragement à la mobilisation de l'épargne privée et un mode de financement non inflationniste du déficit public. Signalons que ces bons ont des caractéristiques différentes de ceux qui existaient déjà depuis un certain temps sur le marché et qui étaient émis par le ministère des finances à l'usage des banques qui les utilisaient essentiellement comme garantie pour obtenir des lignes de crédit de la banque centrale. Pour ces bons, le rendement est très bas (4,75% qui passera à 7% en 1986).

Le Tableau 3 réunit les principaux indices d'intensification

financière dans le pays: on y trouve des valeurs plutôt modestes et dépourvues d'une appréciable tendance à l'augmentation (par rapport aux premières années examinées on a même une diminution significative). Le taux d'accroissement de M1 reste élevé en termes nominaux mais oscille fortement en termes réels: au cours des deux dernières années on note un certain degré de restriction. On remarque en outre le poids relatif décroissant des dépôts à terme et l'importance de la monnaie circulante, presque équivalente à celle de la monnaie scripturale. Ceci confirme la faible diffusion, surtout en dehors de la capitale, de la monnaie bancaire et l'existence de phénomènes de thésaurisation de la monnaie légale.

Dans l'interprétation de ces données, il ne faut pas oublier que la valeur positive de l'endettement net vis à vis de l'étranger (qui augmente fortement en 1983 à cause de la dévaluation du zaïre décidée en septembre) est donnée par les passifs de la banque centrale, alors que la position nette des banques est largement excédentaire.

En conclusion, on peut observer que l'importance relative élevée de l'économie de subsistance (12,9% du PIB en 1984), la diffusion de la thésaurisation de monnaie légale et les bas indices d'intensification financière sont tous des indicateurs de la faible croissance financière du Zaïre. Une des causes de la sous-dimension des processus financiers est probablement la présence de taux réels fortement négatifs sur les dépôts bancaires à vue et de caractéristiques peu attrayantes sur les dépôts à terme, comme nous allons le voir par la suite. Si on y ajoute l'inexistence quasi-totale de marché mobilier et de marché monétaire, on constate que l'épargne financière du pays est systématiquement et gravement pénalisée.

TABLEAU 2

Les taux d'intérêt (Décembre 1985)

1) Banque centrale (taux de refinancement)	
Avances en compte courant	23%
Mise en pension d'effets	23,24%
Réesc compte d'effets	26%
Réesc comptes sur crédits agricoles à court terme	24%
Réesc comptes sur crédits agricoles à moyen et long terme	25%
2) Banques commerciales	
Dépôts à vue	0-0,5%
Dépôts à terme	20-35%
Crédits à court terme	26-35%
Crédits à moyen terme	26-34%
Crédits agricoles de campagne	26%
3) Sofide	
Crédits à moyen-long terme en devises	12,5-15,5%
Crédits à moyen-long terme en monnaie nationale:	
aux PME	25%
à d'autres entreprises	30%
4) B.C.A.	
Crédits commerciaux	33-35%
Crédits agricoles de campagne à court terme	26%
Crédits agricoles à moyen terme	25%
5) BOT (émission du 10/12)	
28 jours	32%
56 jours	35%
91 jours	38%
192 jours	42%

Source: Données relevées par l'auteur.

TABLEAU 3

Indicateurs de développement financier

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Monnaie fiduciaire (% du PIB)	11,7	14,6	5,1	9,0	8,8	10,5	10,4	
Monnaie scripturale (% du PIB)	15,0	15,5	11,2	9,5	9,6	12,6	12,3	
Monnaie totale = M ₁ (% du PIB)	26,7	30,1	16,3	18,5	18,4	23,1	22,7	
M ₁ : accroissement % nominal	—	56,1	9,6	75,7	37,4	64,6	86,9	32,5
M ₁ : accroissement % réel	—	—	-30,8	+46,2	-12,3	+29,9	-23,6	+8,2
Dépôts à terme (% du PIB)	4,6	4,6	3,5	2,8	2,7	3,4	1,6	
M ₁ + dépôts à terme = M ₂ (% du PIB)	31,3	34,7	19,8	21,3	21,1	26,5	24,3	
Créances sur l'intérieur (% du PIB)	42,5	42,6	29,3	23,7	26,2	32,6	15,8	
Dettes extérieures nettes (% du PIB)	5,1	5,2	2,8	1,5	5,9	0,7	17,8	

Source: Banque du Zaïre, Rapport Annuel 1983, Bulletin de Statistiques, différents numéros. Données traitées par l'auteur.

3.

PERFORMANCE DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

Le système bancaire comprend trois banques privées, contrôlées par des groupes financiers étrangers (Banque Commerciale Zaïroise: BCZ; Union Zaïroise de Banques: UZB; Banque de Kinshasa: BK); une banque publique (Banque du Peuple (BP)); cinq filiales de banques étrangères (First National City Bank - Zaïre; Barclays Bank - Zaïre; Banque de Paris et des Pays Bas; Grindlays Bank; Banque Internationale pour l'Afrique au Zaïre). Les quatre premières banques citées disposent de 81 filiales en dehors de Kinshasa, ce qui est très peu si l'on considère l'étendue du pays. Parmi les sources de fonds, à côté du petit mais croissant pourcentage des fonds propres, dominent les dépôts à vue, tandis que les dépôts à terme ont une importance plutôt contenue et tendent à diminuer. Les dépôts à vue sont de deux catégories: les comptes-chèques, destinés aux employés d'entreprises et les comptes-courants réservés aux entreprises, aux commerçants et aux professions libérales. Les deux catégories prévoient des frais de tenue de compte, pas de rémunération, un minimum de versement initial plutôt élevé (il varie d'une banque à l'autre: dans le cas de la BP il s'élève à 10.000 zaïres pour les comptes-chèques et à 50.000 pour les comptes courants). Cette disposition vise à réserver le service bancaire exclusivement à la clientèle douée des meilleures disponibilités monétaires et à réduire le nombre des comptes et les frais de gestion soutenus à égalité de sommes traitées. Signalons que depuis quelques mois la BCZ a commencé à rémunérer ses dépôts à vue (0,5%).

L'administration de la banque motive cette action par le désir de combattre la concurrence des bons du trésor et le ralentissement de la croissance des dépôts qui en découle, mais il paraît évident

que l'augmentation du rendement est trop faible pour atteindre un tel but.

Quant à la répartition des dépôts à vue par détenteur et par région, on relève qu'en décembre 1983, 66,3% des dépôts étaient détenus par des entreprises et 22,8% seulement par des particuliers. En outre, 76,6% étaient concentrés dans la capitale.

Les dépôts à terme ont différentes échéances (de 15 jours à plus de 12 mois) et peuvent prévoir le remboursement avant l'échéance (dépôts à préavis). Le versement initial exigé est plus élevé que pour les comptes à vue. Le taux, fixe pour toute la période, est contracté chaque fois avec le client et dépend de l'échéance du dépôt, de sa dimension, de l'évolution de la conjoncture (la rémunération tend à suivre celle des bons du trésor), des besoins de trésorerie de la banque. Actuellement (décembre 1985), on assiste à des rendements entre 20 et 35%. La plupart de ces dépôts sont détenus par des entreprises (67,1% contre 19,8 de particuliers) et sont concentrés dans la capitale (91,8%).

En ce qui concerne l'utilisation des fonds, on note une forte incidence croissante de la trésorerie, essentiellement due au pourcentage exceptionnel de réserve obligatoire qui limite étroitement la gestion économique et financière des banques. Les disponibilités sur l'étranger dépassent largement l'endettement vers l'extérieur. L'investissement en titres, limité par l'exiguïté du marché mobilier et par les limitations légales à la prise de participations, concerne le plus souvent l'achat de bons du trésor pour garantir les lignes de crédit octroyées par la banque centrale. Le pourcentage des crédits est en forte diminution et, depuis trois ans, il est inférieur au pourcentage de la trésorerie. La distribution des crédits par échéances montre une nette tendance vers le court terme, quoique les crédits à moyen terme soient en augmentation.

Signalons que la possibilité d'octroyer des financements au delà de la brève période est en rapport avec la collecte à terme, dans des proportions différentes suivant la durée du terme. Les établissements de crédit exigent des garanties réelles telles que l'hypothèque ou le nantissement, même pour les crédits à court terme. Déjà

nous avons eu l'occasion de voir que les taux d'intérêt actifs, libéralisés à l'exception de ceux du crédit agricole, se situent actuellement entre 26 et 35%. Remarquons qu'au taux nominal, il faut ajouter les commissions d'utilisation du crédit, différemment calculées d'une banque à l'autre, et l'impôt sur le chiffre d'affaires (18%), ce qui déplace la position d'équilibre du marché du crédit vers des taux plus élevés et des quantités échangées moins grandes. Dans l'ensemble, la distribution des crédits à décaissement, par secteur économique, montre le rôle dominant et croissant de l'agriculture, suivie du commerce et de l'industrie manufacturière (Tableau 5).

L'offre de services autres que les services traditionnels de crédit et de dépôt est modeste et se limite à l'administration du système des paiements et aux opérations de change et de règlement des échanges avec l'étranger. La structure des comptes économiques (Tableau 6) montre une marge d'intérêt très élevée, due au faible coût moyen pondéré de la collecte, destinée en grande partie à couvrir des frais de gestion très élevés (11% des fonds administrés). Enfin, le Tableau 7 montre que la croissance des principaux postes des bilans bancaires a toujours été négative, en termes réels, jusqu'en 1982 et que l'expansion des crédits est nettement inférieure à celle des dépôts.

La Caisse Générale d'Épargne du Zaïre (Cadeza), est la seule caisse d'épargne qui reste après la faillite de la Caisse Nationale d'Épargne et de Crédit Immobilier. Elle n'a pas de capital social. De tous les établissements bancaires du pays, c'est celle qui a le réseau territorial le plus vaste (47 succursales et agences disséminées sur tout le territoire). La Cadeza est spécialisée dans la collecte de l'épargne des particuliers qu'elle effectue en ouvrant des comptes bancaires ou d'épargne. Les premiers ont les mêmes caractéristiques que ceux des banques commerciales, à part un versement initial minimum plus modeste. Les autres, représentés par des livrets nominaux, peuvent être à vue: dans ce cas ils ne consentent pas de tirer des chèques, leur rémunération est basse (environ 10% maintenant sous révision) et le versement minimum est modeste (160

zaïres); ou à terme (6-12 mois), avec un versement initial plus élevé (1.100 zaïres), un rendement de 15-20% et ne permettent pas le retrait des fonds avant l'échéance.

En décembre 1982, les dépôts représentaient 90,9% des fonds administrés et se répartissaient dans ces proportions: comptes d'épargne — 49,4%; dépôts bancaires à vue — 36,2%; dépôts ban-

caires à terme ou à préavis — 14,4%

En ce qui concerne l'actif, avant 1978 la Cadeza se consacrait essentiellement à la prise de participations dans des entreprises publiques et à des crédits hypothécaires à moyen-long terme. Depuis lors, elle a été autorisée à accomplir toutes les opérations bancaires. Actuellement on voit s'affirmer des formes de crédit à la consommation de faible montant et de courte échéance (1-2 mois) et surtout des crédits commerciaux à court terme en faveur de petits ou de moyens agents privés. Une partie de ces prêts est destinée à des commerçants pour le financement des campagnes des produits vivriers. Le taux d'intérêt actif se situe autour de 32% auquel s'ajoutent de fortes commissions (environ 10%). Le montant minimum de financement est d'environ 10.000 zaïres, les garanties demandées sont de nature réelle.

Par contre, la Cadeza n'octroie pas de crédits à la production industrielle ou agricole.

Signalons qu'en raison de l'exiguïté des fonds administrés, la banque centrale n'a pas jugé nécessaire de soumettre la Cadeza au régime de la réserve obligatoire et au contrôle direct du crédit. Le taux d'insolvabilité, surtout sur les vieux crédits hypothécaires, est très élevé, de même que les pertes de gestion accumulées qui dépassent largement le montant des actifs et qui sont garanties par l'Etat. En conclusion, la Cadeza disposerait de bonnes potentialités dans le domaine de la mobilisation de l'épargne privée grâce à la multiplicité et aux caractéristiques des produits qu'elle offre et grâce aussi à sa considérable diffusion territoriale. En réalité, sa situation est dramatique sur le plan de la gestion et ses perspectives paraissent définitivement compromises. Considérons des facteurs comme le montant des pertes de gestion et la condition d'insolva-

bilité patrimoniale, la précarité de l'équilibre financier qui se base sur de larges réserves de trésorerie et surtout sur le fait que le public ne connaît pas l'insolvabilité de l'Etablissement, l'inefficience de la gestion par manque de qualification du personnel et à cause des difficultés de communication entre les filiales et le siège central, les caractéristiques de la clientèle, qui finit par être celle que refusent les banques commerciales en raison de son manque de formation économique et de ses modestes disponibilités financières, la haute instabilité de la collecte et son orientation vers le court terme (au 31 décembre 1983 85% des dépôts était à vue). Ajoutons à tout ceci la perte de confiance dans l'établissement de la part de la clientèle après que, vers la moitié des années '60, à la suite de désordres dans l'Est du pays et de demandes massives de remboursement des dépôts, la Cadeza se trouva dans l'obligation, par manque de liquidité, de continger et de différer les remboursements. Considérons enfin les modestes dimensions et la faible croissance de l'activité de cet établissement (en décembre 1982 ses dépôts représentaient 2,6% de ceux du système bancaire et les crédits représentaient 0,9% de ceux des banques).

La Société Financière de Développement (SOFIDE) est la banque de développement du Zaïre, opérationnelle depuis juin 1970, avec un siège principal à Kinshasa et 4 agences dans les principales villes du pays. Son objectif est de "favoriser la création, l'extension et la modernisation d'entreprises dans tous les secteurs de la production. Les ressources de cet organisme sont représentées par le capital (20% venant de l'Etat, 20% de la Banque Centrale, 27,2% du secteur privé zaïrois, 32,8% d'investisseurs étrangers); par le quasi-capital (prêts publics non remboursables ou remboursables à très longue échéance et à taux facilité, fonds consolidés venant de l'Association Internationale de Développement - AID); par des lignes de crédit et des fonds spéciaux accordés par des institutions financières étrangères (Banque Africaine de Développement, Banque Européenne des Investissements, etc.) ou venant de ressources publiques (certains fonds de contrepartie, fonds de convention de développement).

L'Etablissement n'émet pas de titres et ne collecte pas de dépôts: à ce propos, signalons que l'organisme est encadré dans la loi bancaire comme établissement spécialisé dans le moyen-long terme, c'est pourquoi il a l'interdiction d'émettre des dépôts avec une échéance inférieure à deux ans.

En ce qui concerne l'utilisation des fonds, la SOFIDE peut octroyer des financements à moyen et long terme, prendre des participations et accorder des garanties en faveur de tous les secteurs de la production. Pour les crédits de caisse, le financement de l'Etablissement à chaque entreprise ne doit pas dépasser un certain plafond (20% des fonds propres de l'Etablissement) et ne peut dépasser 50% du montant total de l'investissement en cas de nouveau projet, 75% en cas d'extension et de modernisation. En ce qui concerne le montant minimum du financement, il a été fixé au moment de la constitution de la Société sur la base de 20.000 dollars (1.000.000 de zaïres environ au change actuel) même si de fait on n'octroie pratiquement pas de crédits inférieurs à 2.000.000 de zaïres. Autrement dit, on ne finance pas de projets dont la valeur est inférieure à 4.000.000 ou 2.650.000 zaïres suivant le type d'investissement.

La moyenne des interventions par projet a été, en 1983 de 7.000.000 de zaïres et en 1984 de 13.500.000.

Les principaux taux appliqués sont de 12,5% ou de 15,5% pour les crédits en devises octroyés avec les fonds mis à la disposition de l'Etablissement par des institutions étrangères; 25% pour les petites et moyennes exploitations agricoles et 30% pour les autres entreprises en cas de crédits en zaïres; 15% sur les crédits à valoir sur les fonds octroyés par le "Fonds de convention de développement".

Il existe en outre des commissions d'étude de projet (normalement 2% du montant du financement accordé) et d'utilisation du crédit (1,5% du montant non utilisé). Le remboursement s'effectue par tranches semestrielles. Les échéances les plus fréquentes sont entre 6 et 8 ans, les garanties demandées sont de nature réelle et, plus rarement, personnelle.

En 1984, le taux d'insolvabilité des crédits a été de 26%

La politique de crédit de l'Etablissement tend depuis quelques années, en accord avec les objectifs nationaux, à privilégier les investissements aptes à contribuer à l'autosuffisance alimentaire, au rééquilibrage de la balance des paiements, à la valorisation des matières premières locales. Parmi les preneurs de fonds, on essaie dernièrement de privilégier les petites et moyennes entreprises (84% des crédits autorisés en 1984), même s'il s'agit des plus modernes et des mieux organisées et de projets d'une certaine envergure. Sur le total des crédits accordés en 1985 (1.366.983.000 de zaïres au 30 novembre) le secteur manufacturier a reçu 47% des fonds (contre 16,1% en 1984); celui des transports, 25,5% (contre 29,9); celui du bâtiment 11,9% (contre 2,6); le secteur forestier, 2% (contre 34,4); le secteur agro-industriel, 7,6% (contre 7,3), le secteur agricole, 4,4% (contre 6,4). L'importance du secteur agricole est en voie de fléchissement.

Signalons que les financements de la Sofide sont exclus de la politique d'encadrement du crédit et ne nécessitent donc pas, en tant que crédits à moyen-long terme, de l'autorisation préalable de la banque centrale.

Le Tableau 7 montre que les taux d'accroissement des principaux postes de bilan sont très accentués. En ce qui concerne les postes du compte de profits et pertes rapportés au total du bilan, le rapprochement avec les banques commerciales montre un moins grand rendement moyen pondéré de l'actif, un coût de collecte plus élevé, des frais de gestion inférieurs, des bénéfices bruts et nets plus élevés.

Parmi les principaux problèmes de l'Etablissement, rappelons l'ampleur du taux d'insolvabilité sur les crédits, due aux difficultés que rencontrent les entreprises financées après la forte dévaluation du zaïre; la pénurie de ressources pour octroyer des financements en monnaie nationale (au 31.12.1984, 87% des crédits inscrits au bilan était en devises étrangères); et surtout l'incapacité de collecter l'épargne privée et donc la dépendance vis à vis du budget public et des organismes étrangers.

La collecte de la Sofide ne se fait pas sur le marché et selon les

conditions de rémunération que ce dernier imposerait vu la pénurie relative de capital financier, mais à travers des canaux privilégiés et à un coût facilité. A notre avis, cette situation compromet la réalisation d'une bonne efficience de la gestion de l'Etablissement, elle n'encourage pas à promouvoir des politiques de mobilisation de l'épargne locale et de plus elle réduit l'efficacité de la fonction de crédit parce qu'elle amène à transférer sur les crédits l'application de taux inférieurs à ceux du marché.

Dans le système financier zaïrois nous trouvons d'autres établissements financiers moins importants pour les buts de cette étude. Il existe une autre banque de développement à caractère régional: la Banque de Développement des Etats des Grands Lacs, ayant son siège au Zaïre, à Goma, qui se propose d'intervenir dans les territoires du Zaïre, du Rwanda et du Burundi en finançant de grand projets communautaires ou nationaux. L'activité de cet établissement dans le domaine agricole est très restreinte et semble se borner à des financements à court et à moyen terme pour la commercialisation de certains produits (par exemple le café).

Il existe ensuite deux investisseurs institutionnels: un organisme de prévoyance (L'Institut National de la Sécurité Sociale - INSS) et une compagnie d'assurance (la Société Nationale d'Assurance - SONAS). Ces organismes sont alimentés respectivement par les cotisations et par les primes d'assurance et le crédit qu'ils octroient au secteur de la production, le plus souvent sous forme d'achat de participations, est pratiquement négligeable. Encore moins importantes sont: la Compagnie Financière de Kinshasa (qui émet également des dépôts à terme) et la Société Mobilière et Immobilière, qui octroie des crédits immobiliers à moyen et à long terme.

Le système d'épargne postale, autrefois assez développé grâce à la capillarisation de ses bureaux dans les régions de l'intérieur, a pratiquement cessé d'opérer depuis 10 ans, quoiqu'en ce moment on envisage une certaine relance.

Il administrait 1.545.000 zaïres dans ses comptes de chèques postaux au 31.12.1984, ce qui représente 0,2% de tous les dépôts du

système bancaire. Les facteurs qui en ont compromis le fonctionnement ont été le manque d'efficacité de sa gestion et la perte de la confiance du public à la suite des mêmes vicissitudes qui ont déterminé la crise de la Cadeza.

TABLEAU 4

Bilan des banques commerciales en agrégat (Valeurs en %)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Actif								
1. Trésorerie (dont dépôts à la Banque Centrale)	24,4 (22,8)	28,3 (26,4)	25,3 (22,4)	30,0 (24,3)	31,0 (26,0)	47,9 (42,0)	33,3 (30,5)	44,6 (39,7)
2. Avoirs extérieurs bruts	13,1	13,2	16,4	21,7	24,6	12,7	35,2	22,3
3. Créances sur l'Etat	9,4	9,4	7,7	6,9	5,3	3,5	1,9	1,8
4. Créances sur les entreprises publiques non financières	3,2	1,8	1,1	0,4	1,0	0,3	0,2	0,5
5. Créances sur entreprises privées et particuliers	49,9	47,3	49,5	41,0	38,1	35,6	29,4	30,8
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Passif								
1. Dépôts à vue	55,9	65,8	72,0	65,0	65,2	75,5	74,3	63,4
2. Dépôts à terme	14,8	14,8	14,3	11,4	9,8	10,9	7,3	7,3
3. Dépôts en devises de résidents	2,9	2,4	3,7	6,2	5,5	4,3	2,2	1,8
4. Provision pour paiements importations	8,4	5,1	3,4	4,1	11,4	1,7	2,6	1,4
5. Engagements extérieurs	5,0	3,4	5,9	5,6	6,6	5,8	8,0	3,8
6. Dépôts de l'Etat	0,5	1,4	1,5	1,6	1,4	0,5	1,0	0,2
7. Moyens propres	5,5	5,0	6,4	7,1	7,9	7,7	8,3	10,4
8. Autres éléments nets	7,0	2,1	-7,2	-1,0	-7,8	-6,4	-3,7	11,7
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Source: Banque du Zaïre, Rapport Annuel 1983, Bulletin de Statistiques,
1er trimestre 1985; données traitées par l'auteur.

TABLEAU 5

Les crédits à decassement du système bancaire (Valeurs en %)

Secteurs	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Agriculture	27,7	29,5	30,8	38,1	34,8	34,7	37,8	40,1
Secteur primaire restant	9,5	7,1	6,4	6,9	7,4	7,3	5,0	6,1
Industries manufacturières	20,2	17,4	19,9	17,3	20,0	21,3	20,8	18,9
Commerce	28,6	28,9	27,6	26,2	24,8	21,5	22,2	21,4
Transports	3,9	5,5	5,7	2,7	2,4	5,2	3,2	4,5
Autres	10,1	11,6	9,6	8,8	10,6	10,0	11,0	9,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Total (en 000 de zaires)	479,792	603,932	823,893	954,923	1,259,258	1,789,388	2,749,440	4,163,260
Crédits à court terme		89,6	90,2	91,7	89,4	85,8	81,7	76,6
Crédits à moyen terme		10,4	9,8	8,3	10,6	14,2	18,3	23,4

Source: Banque du Zaïre: Rapport Annuel 1983, Bulletin de Statistiques, 1er trimestre 1985

TABLEAU 6

Comptes de pertes et profits (31/12/1984)

	Banques comm. (UZB/BCZ/BP)		SOFIDE		B.C.A.	
	000 zaïres	% sur total bilan	000 zaïres	% sur total bilan	000 zaïres	% sur total bilan
Intérêts perçus	1.965.443	12,5	216.701	11,8	28.647	12,8
Intérêts bonifiés	235.162	1,5	64.379	3,5	151	0,1
Marge d'intérêt	1.730.281	11,0	152.322	8,3	28.496	12,7
Autres revenus	762.287	4,8	24.389	1,3	4	0,0
Marge d'intermédiation	2.492.568	15,8	176.711	9,6	28.500	12,7
Frais d'exploitation	1.732.957	11,0	73.931	4,0	25.067	11,2
dont: personnel	n.r.	n.r.	30.745	1,7	12.630	5,6
Résultat brut d'exploitation	759.611	4,8	102.780	5,6	3.433	1,5
Provisions et amortissements	636.663	4,0	51.014	2,8	981	0,4
Revenus nets hors gestion	—	—	—	—	251	0,1
Bénéfices nets	122.948	0,8	51.766	2,8	2.201	1,0

Source: UZB, BCZ, BP, SOFIDE, BCA, Bilans 1984; données traitées par l'auteur.

TABLEAU 7

Principales grandeurs de bilan des établissements financiers (000 zaïres)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
SYSTEME BANCAIRE								
Dépôts	671.090	997.944	1.048.346	1.804.553	2.447.074	4.328.015	7.664.145	9.588.040
Accroissement en %	—	+48,7	+41,1	+28,1	+35,6	+76,9	+76,6	+25,4
Total de bilan	950.140	1.238.115	1.630.929	2.362.297	3.267.235	5.008.465	9.364.131	13.550.251
Accroissement en %	—	+30,3	+31,7	+44,8	+38,1	+53,5	+87,0	+44,7
Crédits	504.379	607.443	826.519	977.820	1.274.747	1.799.803	2.771.040	4.233.015
Accroissement en %	—	+20,4	+36,1	+18,3	+30,4	+41,2	+54,0	+52,8
SOFIDE								
Total de bilan	24.706	32.052	54.562	111.719	184.401	290.416	1.089.025	1.841.973
Accroissement en %	—	+29,7	+70,2	+104,8	+65,1	+57,5	+275,2	+69,1
Crédits	18.740	25.032	47.542	103.479	172.771	229.902	862.491	1.546.191
Accroissement en %	—	+33,6	+89,9	+117,7	+67,0	+33,1	+275,2	+79,3
B.C.A.								
Dépôts	—	—	—	—	—	—	—	140.717
Total de bilan	—	—	—	—	—	252	43.241	224.255
Accroissement en %	—	—	—	—	—	—	+170,6	+481,6
Crédits	—	—	—	—	—	—	—	24.539
CADEZA								
Dépôts	19.510	22.150	44.859	50.621	70.085	111.007	—	—
Accroissement en %	—	+13,5	+102,5	+12,8	+38,5	+58,4	—	—
Total de bilan	21.126	27.982	64.836	69.224	89.092	122.138	—	—
Accroissement en %	—	+32,5	+131,7	+6,8	+28,7	+37,1	—	—
Crédits	6.852	7.309	11.358	14.287	15.993	16.693	—	—
Accroissement en %	—	+6,7	+55,4	+25,8	+11,9	+4,4	—	—

Source: Banque du Zaïre, Rapport Annuel 1983 et Bulletin de Statistiques,
1er trimestre 1985; SOFIDE et B.C.A., Bilans 1984; données traitées par l'auteur.

4.

CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU SECTEUR AGRICOLE ET DES POLITIQUES AGRICOLES

Comme nous l'avons vu (Tableau 1), en 1984 le secteur agricole a contribué à la formation du PIB, calculé aux prix constants, dans la mesure de 8,9% pour la partie commercialisée, et de 11,4% pour celle de subsistance.

Ces deux pourcentages, et surtout le second, ont commencé à augmenter ces dernières années. En 1983 les produits agricoles représentaient 10,2% de la valeur monétaire des exportations, avec une légère reprise au cours des toutes dernières années, mais un déclin très net par rapport au passé (29,6% en 1977). La main d'oeuvre employée dans l'agriculture, productions de subsistance comprises, est estimée à 70/75% de la main d'oeuvre totale et paraît en légère diminution. Le potentiel agricole du pays reste encore en grande partie inutilisé. Or, ce potentiel est considérable du fait de l'abondance des cours d'eau et des pluies, de la disponibilité et de la diversité des terres cultivables, de la possibilité de pratiquer toutes les cultures tropicales.

L'agriculture zairoise est formée de trois grands secteurs:

a) les cultures pérennes destinées à l'exportation (d'abord le café, puis le caoutchouc, les bois d'oeuvre, les produits de la palme et des palmistes, le cacao, le thé et le quinquina). Ce secteur est dominé par les grandes et modernes exploitations agroindustrielles, contrôlées par des groupes étrangers ou nationaux qui produisent, transforment et exportent leurs produits. Ces sociétés intègrent souvent leur production en achetant le produit de petites ou moyennes exploitations qui se développent autour d'elles. Après l'indépendance, ce secteur a subi une forte régression: l'indice de la

production des produits exportés a passé de 100 en 1970 à 64,8 en 1983;

b) les cultures "industrielles" utilisées comme matières premières dans l'industrie nationale (coton, tabac, canne à sucre, maïs). Ces cultures sont effectuées le plus souvent par de petites exploitations familiales qui vendent leurs produits aux minoteries, aux brasseries, aux fabriques d'aliments pour le bétail, aux sociétés cotonnières, aux industries de traitement du tabac, aux sucreries. Comme on le verra par la suite, dans certains cas ces sociétés industrielles encadrent les agriculteurs et leur fournissent l'assistance technique et le crédit nécessaires en nature sous forme d'inputs. La production globale de fibres de coton, de canne à sucre et de tabac a passé de 564.821 tonnes en 1977 à 564.258 en 1984;

c) les cultures vivrières essentiellement destinées à la consommation nationale (manioc, maïs, riz, arachides, haricots, produits maraîchers, fruits tropicaux). Ce secteur est dominé par les petites exploitations familiales traditionnelles. Bien que manquant de données certaines, on peut affirmer que c'est dans ce secteur qu'on a réalisé ces dernières années les plus grands progrès. On peut le déduire de la croissance de la portion d'agriculture non commercialisée du PIB ou de l'indice de production des produits vivriers commercialisés qui, de 100 en 1970, passe à 143 en 1983.

Passons maintenant à l'analyse des principales formes de production. Après les sociétés agro-industrielles dont nous avons déjà parlé, le deuxième grand secteur de l'agriculture zaïroise est représenté par les petites exploitations familiales traditionnelles. Il s'agit d'unités caractérisées par: des techniques de production primitives, la pénurie ou la mauvaise qualité des inputs utilisés, une main d'oeuvre essentiellement familiale, une surface cultivée très réduite (1,5 ha en moyenne), une production destinée en grande partie à l'autoconsommation et dont seul le surplus est destiné à la vente. Ces exploitations travaillent essentiellement dans le domaine des productions vivrières, mais diversifient leurs sources de subsistance en pratiquant également la pêche, le petit élevage ou en se consacrant en même temps aux cultures industrielles (surtout

coton, tabac, café, huile de palme, thé).

A côté des agroindustries et des petits cultivateurs traditionnels il existe un troisième système de production en rapide expansion et qui intéresse tous les types de production agricole ainsi que leur commercialisation. Il s'agit des petites et moyennes exploitations agricoles (PMEA), caractérisées par des techniques de production plus évoluées, une certaine structure organisationnelle et administrative, une main d'oeuvre salariée, une production qui s'adresse essentiellement au marché. Ces exploitations appartiennent le plus souvent à des commerçants, des employés, des cultivateurs et, dans quelques cas, elles ont une structure juridique sociétaire. Il existe enfin des coopératives agricoles qui groupent et assistent les petits agriculteurs membres dans la commercialisation de leurs produits et l'approvisionnement en inputs.

La production agricole du pays a connu un fléchissement considérable après la déclaration d'indépendance. La crise a été particulièrement grave pour les cultures agroindustrielles, mais on a vu diminuer aussi la production vivrière par habitant et le pays a perdu son autosuffisance alimentaire.

On peut attribuer le déclin du secteur agricole à toute une série de causes. Tout d'abord l'adoption de politiques gouvernementales se fondant sur des taux de change surévalués qui décourageaient les exportations et encourageaient les importations de produits agricoles; des prix contrôlés et fixés à des niveaux non rémunérateurs pour les producteurs; l'imposition à large échelle de certaines cultures aux paysans; des interventions infrastructurelles qui privilégiaient les zones urbaines et négligeaient les zones rurales. De plus, pour les grandes exploitations agroindustrielles venaient s'ajouter d'autres facteurs, comme les politiques de nationalisation qui décourageaient les investissements étrangers et obligeaient la plupart des groupes étrangers à se retirer; la mauvaise gestion; le manque de capitaux qui menait au vieillissement des plantations et à l'obsolescence des installations et des équipements; la difficulté de trouver de la main d'oeuvre; la baisse des prix des produits d'exportation sur le marché mondial.

Ces dernières années, l'attitude des autorités a radicalement changé. D'un côté l'agriculture a largement bénéficié des effets des mesures de libéralisation de l'économie qui ont mené à la suppression des cultures imposées, à une forte augmentation des prix aux producteurs après l'abolition du contrôle des prix (pour les denrées alimentaires ils ont doublé à deux reprises, en 1982 et en 1983) et à un essor des exportations après la forte dévaluation de la monnaie nationale. D'un autre côté, ce secteur a été finalement l'objet de l'attention des autorités qui ont commencé à reconnaître le rôle central dans le développement économique du pays. En 1973 l'agriculture est déclarée "priorité des priorités" et le Plan de Relance de l'Agriculture 1972-1980, puis le Plan de Relance Agricole 1982-1984 fixent les lignes essentielles de la politique en faveur du développement rural.

Les objectifs de l'action publique sont, en ordre de priorité: a) le développement de la production vivrière pour atteindre l'autosuffisance dans ce domaine; b) la réhabilitation des cultures industrielles destinées comme matières premières aux industries locales; c) la promotion et la diversification des cultures d'exportation pour accroître et stabiliser les recettes de devises.

Les instruments pour atteindre ces buts sont nombreux. Les plus importants sont ceux qui ont été créés dans le domaine du crédit: institution du département agricole de la Sofide, puis de la BCA; constitution de fonds publics pour le financement agricole; imposition de taux facilités sur les crédits à l'agriculture; recherche de fonds auprès des organismes internationaux.

En deuxième lieu, l'Etat se montre particulièrement actif dans l'adaptation du réseau routier et la préparation, en collaboration avec des organismes internationaux, de projets de développement rural intégré. Ces derniers sont dotés d'une organisation autonome, indépendante des promoteurs, et ont pour objet l'encadrement et la coordination des petits agriculteurs d'une certaine zone, en vue d'y développer certaines productions, le plus souvent dans le domaine des produits vivriers. Les projets envisagent la fourniture de toute une série de services, tels que la distribution à crédit

d'inputs innovatifs, l'assistance technique, la commercialisation des produits, la création d'infrastructures (réseau routier, ouvrages hydrauliques), l'offre de services socio-sanitaires.

Remarquons que les interventions que nous venons d'indiquer sont en accord avec l'orientation générale du gouvernement vers la libéralisation des marchés et l'encouragement des producteurs privés. Si bien que l'Etat n'intervient presque jamais directement dans la production et dans la commercialisation. Très souvent, même les travaux de réalisation des infrastructures sont adjugés à des sociétés privées. Les nombreux offices publics qui autrefois s'occupaient de la commercialisation des produits agricoles ont été définitivement abolis ou ont fait faillite.

Les politiques que nous venons de décrire ont sans aucun doute amené une amélioration sensible de la production agricole et l'objectif de l'autosuffisance alimentaire semble en voie de réalisation, mais le développement complet des potentialités productives du secteur rural dépend encore de la solution de plusieurs problèmes, tels que:

a) les difficultés d'approvisionnement en inputs et de commercialisation des produits, dues à l'étendue du territoire, à la dispersion des unités de production et à leur éloignement des centres de consommation, à l'insuffisance ou au mauvais état des voies de communication et des moyens de transport. Signalons en outre que le système de commercialisation, complètement libéralisé, pourrait, de fait, donner vie à des situations de monopsonie, avec des prix pénalisants pour les exploitants;

b) l'application, de la part des cultivateurs, de techniques encore primitives et l'absence d'inputs appropriés: manque d'engrais et d'insecticides, semences de mauvaise qualité, absence ou mauvais état de l'outillage;

c) le manque d'efficacité et l'insuffisance du système de crédit agricole, comme on le verra mieux par la suite;

d) la fragmentation excessive des unités de production;

e) le manque de formation des agriculteurs, très souvent illettrés;

f) le faible soutien infrastructurel des zones rurales (voies de communication, santé, instruction, irrigation);

g) problèmes inhérents au stockage des produits, actuellement en voie d'aggravation à cause de l'augmentation de la production de ces dernières années (problèmes qui concernent aussi bien les structures que le financement);

h) la concurrence déloyale de certains produits étrangers exportés au Zaïre en dumping (riz de Thaïlande, maïs de Zambie);

i) le manque de statistiques sur la production agricole, surtout dans le domaine des produits vivriers, et l'insuffisance de la recherche agronomique;

j) le dépeuplement rapide des zones rurales;

k) l'état de déclin et de vieillissement de nombreuses plantations agroindustrielles.

Remarquons que malgré ces problèmes l'agriculture est appelée à fournir un gros effort d'intensification de la production et à augmenter sa productivité pour répondre aux besoins d'une population urbaine qui s'accroît plus rapidement que la population rurale.

Pour terminer cette analyse du secteur rural, jetons un regard sur l'élevage et la pêche.

L'élevage est pratiqué aussi bien à l'échelon industriel par de grandes sociétés, qu'à l'échelon du petit éleveur traditionnel (surtout dans le secteur des porcins, des ovins, des caprins et des volailles). La production de viande pour la consommation interne est encore largement déficitaire.

Cette même structure dualiste existe dans le secteur de la pêche.

En ce qui concerne, enfin, le régime foncier, on constate que toutes les terres appartiennent à l'Etat qui les cède en concession à ceux qui y travaillent de façon stable. Ces concessions sont enregistrées au cadastre et représentent un titre de jouissance de la terre assez sûr. Sur le certificat d'inscription au cadastre, on peut inscrire des hypothèques.

TABLEAU 8

Quelques données sur le secteur agricole

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
1. AGRO-INDUSTRIE								
Indice de production des produits exportés (1970 = 100)	76,0	81,0	65,7	68,8	66,4	65,7	64,8	
Tonnes de production agro-industrielle (bois exclu)	263.547	257.018	238.446	253.786	257.428	239.128	209.497	219.446
Tonnes de production agro-industrielle (bois compris)	690.995	708.249	676.407	646.842	668.678	687.628	722.497	749.446
Recettes des exportations de produits agricoles en milliers de DTS	253.877	198.564	157.858	185.515	137.629	148.599	161.039	
% sur le total des recettes	29,6	20,0	14,5	11,9	8,9	9,9	10,2	
2. CULTURES INDUSTRIELLES								
Tonnes de production (fibres de coton, canne à sucre, tabac)	564.821	481.622	499.395	494.490	545.750	554.019	625.621	562.258
Coton: indice de production (1970 = 100)	110,3	56,4	64,1	94,9	76,9	79,5	84,6	
3. PRODUITS VIVRIERS								
Agriculture non commercialisée:								
% sur le PIB aux prix constants	9,4	10,2	10,5	10,5	10,5	11,1	11,3	11,4
Indice de la production vivrière commercialisée (1970 = 100)	128,3	117,5	122,8	135,1	139,9	143,8	148,2	
Indice de la production vivrière y compris la pêche et l'élevage	125,3	119,3	122,9	132,7	136,3	140,2	143,2	

Source: Banque du Zaïre: "Rapport Annuel 1983" et "L'évolution de l'économie en 1984", données traitées par l'auteur.

5.

CRÉDIT RURAL EN DEHORS DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Sans aucun doute, l'aide internationale est une source très importante pour l'agriculture zaïroise. Cette aide lui est assurée par certaines nations (surtout la Belgique et les États Unis par l'intermédiaire de l'USAID) ou par des organismes internationaux tels que la Banque Mondiale (à travers l'International Development Agency), la CEE (à travers le Fonds Européen de Développement), la FAO et les Nations Unies (à travers le Programme des Nations Unies pour le Développement), la Banque Africaine de Développement etc., qui financent, directement ou par l'intermédiaire du gouvernement zaïrois, souvent à fond perdu, des projets de développement agricole. Ces projets sont exécutés avec la collaboration du gouvernement zaïrois dans le cadre d'accords de collaboration bi ou multilatéraux.

Les Fonds de Contrepartie (FC) représentent, par exemple, une forme typique d'aide financière. Il s'agit des sommes tirées de la vente sur le marché intérieur de dons en nature (blé, farine, riz, camions, etc.) que le gouvernement zaïrois reçoit de pays amis ou d'organisations internationales. Ces sommes sont déposées sur des comptes spéciaux généralement ouverts à la Banque du Zaïre et sont utilisés selon les accords pris avec les organisations donatrices. Le plus souvent on les affecte au financement de projets de développement rural (par exemple le paiement des appointements des techniciens envoyés par les organismes étrangers).

Signalons que dans certains cas (Projet National Engrais; projet Lubudi), l'aide financière arrive jusqu'aux exploitants: lorsqu'on a prévu, parmi les différents services qu'offre le projet, l'oc-

trois de financements en nature sous forme de vente d'inputs à crédit (engrais, semences, insecticides, pesticides, outils).

Quant aux fonds publics affectés au secteur agricole, on remarque avant tout que, malgré les déclarations sur la priorité de la relance agricole dans le cadre des objectifs de politique économique du gouvernement, les sommes inscrites au budget en faveur du "Département de l'Agriculture et du Développement Rural" sont très modestes, et que l'importance relative de ce poste de budget diminue systématiquement et sensiblement par rapport aux autres (Tableau 9).

Près de la moitié de ces fonds sert à assurer le fonctionnement du Département (frais de voyage dans l'arrière pays, salaires, équipements, loyers) tandis que l'autre moitié avantage plus directement la production agricole en finançant l'entretien et l'amélioration des voies de communication (routes, ponts), le fonctionnement des projets agricoles, la fourniture de semences et de fertilisants aux agriculteurs.

Le Fonds de Convention de Développement (FCD), institué en 1979, est un important fonds public destiné à soutenir le développement industriel et agricole du pays. Ce fonds a pour objectif de financer les projets d'investissement des entreprises industrielles ou commerciales qui ont signé avec le gouvernement des "conventions de développement". Les investissements financés doivent être viables sur le plan technique, économique et financier et conformes aux objectifs du FCD fixés dans les conventions. Ces objectifs envisagent notamment le développement de la production de matières premières locales afin de réduire la dépendance des industries nationales vis à vis de l'étranger pour leurs approvisionnements; la relance de la production agricole, moyennant entre autres l'amélioration et le développement des infrastructures socio-économiques des zones rurales; la formation et la promotion de cadres techniques locaux.

Le fonds est alimenté par une taxe prélevée sur la vente au détail de certains biens produits et/ou commercialisés au Zaïre; cette taxe est fixée à 10% au plus de la valeur au détail de ces biens.

Les produits sujets à l'imposition sont avant tout ceux des entreprises signataires des conventions, les biens analogues importés ou produits par des entreprises locales concurrentes et enfin les produits des entreprises qui sont en pourparlers avec le gouvernement pour stipuler des conventions.

Dans le premier cas les entreprises prélèvent l'impôt et le versent sur des comptes ouverts à leur nom auprès de la BCA (naguère auprès de la Banque du Zaïre). Ces dépôts sont utilisés sous le contrôle du FCD pour financer les investissements prévus. Dans les cas où l'entreprise taxée ne bénéficie pas du FCD, les sommes prélevées sont versées sur un compte unique, toujours à la BCA. En synthèse, l'intention de ce fonds est de favoriser le secteur agricole en impliquant dans son financement les entreprises industrielles qui travaillent en aval (brasseries, minoteries, sucreries, industries du tabac, industries cotonnières) et qui sont intéressées à un meilleur approvisionnement de leurs matières premières. En effet, les sociétés bénéficiaires des financements du FCD utilisent en partie ces ressources pour encadrer et financer, moyennant la distribution d'inputs à crédit, les petits exploitants ou les PMEAs qui leur fournissent les produits agricoles (ceci se fait surtout pour les cultures de coton et de tabac).

Alternativement, surtout dans le cas du maïs, les fonds destinés à certaines industries peuvent être utilisés pour financer directement les PMEAs qui en sont fournisseuses. Dans ce cas il est nécessaire que ces dernières aient stipulé avec les entreprises industrielles des accords (conventions de sous-traitance) régulièrement approuvés par le FCD, où elles s'engagent, entre autres, à vendre la totalité de leur production auxdites industries.

Outre lesdites entreprises, certaines sociétés agro-industrielles, qui produisent et achètent aux petits cultivateurs avoisinants des produits destinés à la transformation et à l'exportation, bénéficient elles aussi du FCD.

Les crédits du FCD sont octroyés à des taux très facilités: en décembre 1985 ils s'élevaient à 4% pour les projets à faible rentabilité ou à rentabilité différée et pour les financements aux petits

exploitants; 12,5% pour les activités à forte rentabilité; 15% pour les crédits à court terme accordés à des entreprises de transports ou de commercialisation.

Les investissements qui ne sont pas directement productifs mais qui sont destinés à des programmes d'utilité publique ou de formation des cadres jouissent de subventions non remboursables. Le FCD n'exige pas de garanties, se fiant à la garantie morale des entreprises conventionnées, sauf dans le cas des sous-traitants. Le taux d'insolvabilité se situe autour de 4% mais dans le cas d'accords de sous-traitance, il est plus élevé. Signalons enfin que le FCD a octroyé des financements même à la SOFIDE.

L'importance du FCD est considérable: en 1984 le total des recettes a été de 586.952 millions de zaïres (+58,6% par rapport à l'année précédente) tandis que l'ensemble des crédits a été de 999.470 millions (+262,4% par rapport à 1983. On a évidemment utilisé des ressources accumulées au cours des années précédentes). 30,7% des crédits sont allés à l'industrie, 37,9% à l'agroindustrie et aux cultures industrielles, 9,9% aux produits vivriers, 7,1% à l'élevage, 4,9% à la collecte et au traitement des produits agricoles (voir Tableau 10).

Il existe un autre fonds public de moindre importance: le Fonds Agricole, alimenté par une taxe de 2% sur la valeur FOB des exportations des produits agricoles. Les sommes sont déposées sur un compte à la Banque du Zaïre (on en prévoit le transfert à la BCA) et sont administrées par le Département de l'Agriculture. Elles sont destinées à financer des interventions d'urgence en faveur du secteur agricole et des projets de développement, ou à favoriser la commercialisation des produits, surtout vivriers, en accordant aux agents commerciaux des crédits pour l'achat de moyens de transport. Les conditions sont facilitées et flexibles: on ne demande pas de garanties, les financements sont à moyen terme (autrefois 3 ans, maintenant 2), le taux est de 10%. En 1984, le total des financements accordés s'élevait à 169.515 millions de zaïres, ce qui représentait une croissance exceptionnelle par rapport aux années précédentes (10 millions environ).

L'Office de Promotion de Petites et Moyennes Entreprises Zaïroises (OPEZ), créé en 1973, est un organisme de droit public d'une certaine importance pour la promotion et l'assistance aux petites et moyennes entreprises travaillant dans tous les secteurs de l'économie. Outre les services d'assistance comptable, organisationnelle et technique, de formation des cadre et de représentation, l'Opez aide les entreprises membres dans les études de faisabilité des projets d'investissement, dans la recherche du financement, dans la préparation des demandes de crédit à soumettre aux établissements financiers. Depuis la naissance de l'Office, on a prévu l'existence d'un fonds de garantie en faveur des crédits bancaires accordés aux petites et moyennes entreprises, fonds qui est entré en activité à la fin de 1985. Ce fonds devrait être alimenté par des ressources tirées principalement sur le FCD. On a également prévu la mise en activité d'un "Fonds de Participation" qui permettra à l'Opez de couvrir la part de chaque investissement qui n'est pas couverte par le financement bancaire et qui est à la charge des demandeurs de crédit.

La contribution de l'Office aura des taux réduits: 8%environ, sans garanties. Pour le financement de ce fonds, l'Opez a contacté des organismes étrangers.

L'Opez envisagerait en outre de devenir une structure de crédit intermédiaire entre la BCA et des groupes d'agriculteurs formés et contrôlés par l'Office lui-même.

TABLEAU 9

*Evolution du budget du département de l'agriculture par rapport au budget global de l'Etat
(en milliers de zaires)*

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Budget Agriculture (1)	34.553,3	24.579,4	127.732,3	113.089,5	92.201,4	198.053,5	230.221,1	235.160,2	235.527,8
Budget Total (2)	614.655,7	967.123,7	1.463.727,9	2.661.959,5	3.193.686,9	3.383.108,1	7.830.535,1	8.167.678,5	24.389.000,0
Pourcentage (3) (1) : (2)	5,6	2,5	2,5	4,2	2,9	3,6	2,9	2,8	0,9

Source: Département de l'Agriculture et du Développement Rural: "Evaluation du plan de relance agricole 1982-1984", Avril 1985.

TABLEAU 10/a

Le Fonds de Convention de Développement (en milliers de zaïres)

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	31/5/ 1985
RECETTES	16.014	44.589	91.828	134.767	154.926	369.967	586.952	322.520
Accroissement en %		+178,4	+105,9	+46,8	+15,0	+138,8	+58,6	
INTERVENTIONS	5.978	22.345	44.359	87.111	119.269	275.817	999.470	167.372
Accroissement en %		+273,8	+98,5	+96,4	+36,9	+131,3	+262,4	
EN FAVEUR DE								
— Industrie			15	72	219	20.786	306.590	31.081
%				0,1	0,2	7,5	30,7	18,6
— Cultures industrielles (café, caoutchouc, coton, canne à sucre, palmeraies, etc.)	4.319	12.778	34.271	54.585	72.204	178.058	378.979	75.015
%	72,2	57,2	77,3	62,6	60,5	64,6	37,9	44,8
— Cultures vivrières (maïs, riz, manioc, autres)	1.659	9.567	10.068	24.977	42.681	42.318	99.059	13.234
%	27,8	42,8	22,7	28,7	35,8	15,3	9,9	7,9
— Elevage				6.691	4.083	12.000	70.529	6.000
%				7,7	3,4	4,4	7,1	3,6
— Collecte et traitement produits agricoles						1.500	48.858	28.050
%						0,5	4,9	16,7
— Autres (pêche, exploitation forestière, établissements financiers)			5	786	83	21.154	95.455	13.992
%			—	0,9	0,1	7,7	9,5	8,4
TOTAL	5.978	22.345	44.359	87.111	119.269	275.817	999.470	167.372
%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Statistiques "Fonds de Convention de Développement", données traitées par l'auteur.

TABLEAU 10/b

Le Fonds Agricole (en milliers de zaïres)

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	au 31/5 1985
Financements	7.510	13.702	11.346	14.145	10.437	169.516		
Accroissements en %		+82,5	+82,8	+24,7	-26,2	+1.524,2		

Source: Département de l'Agriculture et du Développement Rural, "Situation actuelle de l'Agriculture zaïroise", septembre 1982: "Evaluation du Plan de Relance Agricole 1982-1984", avril 1985.

Signalons que l'activité de cet office, qu'on essaie de relancer, a été jusqu'à présent très modeste (dans le secteur agricole une dizaine de demandes de crédit assistées en 1983, un bilan de 12,239 millions au 31 décembre 1983).

En outre, l'Office n'est pas en mesure de se financer de par lui-même, malgré les cotisations et les commissions qu'il perçoit sur les services qu'il offre, et s'appuie sur les subventions de l'Etat pour la couverture de ses pertes de gestion et pour le financement de ses activités.

Parmi les sources privées non bancaires de crédit à l'agriculture, une certaine importance revient, comme on l'a déjà vu en partie, à quelques grandes entreprises industrielles, utilisatrices de matières premières agricoles, qui encadrent leurs fournisseurs (petits cultivateurs ou PMEAs) en leur offrant leur assistance technique, et qui distribuent à crédit des inputs de production. Il s'agit des industries cotonnières pour le coton, des brasseries, de l'entreprise étatique Gécamine pour le maïs et des sociétés de traitement du tabac).

Le remboursement des frais d'assistance technique et de fournitures d'inputs se fait essentiellement en nature et sans intérêts, par déduction sur le prix que touchent les producteurs agricoles au moment de la vente de leur récolte aux sociétés industrielles. La durée de ces financements est brève (3-4 mois). Evidemment, les sociétés en question prennent à leur charge le financement bancaire (à des taux élevés) pour l'achat des inputs qu'elles cèdent aux agriculteurs ainsi que le risque que ces derniers vendent à d'autres acquéreurs et évitent ainsi de les rembourser, ou n'obtiennent pas de production suffisante. Ces risques réduisent la diffusion et la stabilité de ce système de financement à l'agriculture et ont causé, surtout aux sociétés cotonnières, de graves difficultés économiques.

Des exemples analogues de crédit en nature sous forme de fourniture d'inputs aux exploitants se retrouvent dans les cas, généralement limités, de certaines missions religieuses ou de coopératives agricoles, surtout dans le domaine des produits vivriers.

Par contre, le système des coopératives d'épargne et de crédit

apparaît en plein essor. Nées en 1971 et présentes surtout dans les provinces du Kivu, de Kinsgasha, du Bas Zaïre, de l'Equateur et de Bandundu, leur système s'articule sur trois échelons. A la base nous trouvons les coopératives d'épargne et de crédit (Coopec), situées dans les villages et dans les quartiers des villes et dont peuvent être membres des individus ou des associations, des projets, des entreprises appartenant aux membres. Les seules qualités requises sont d'habiter et de travailler dans la zone d'action de la coopérative et de jouir d'une honorabilité reconnue. Les Coopec collectent l'épargne volontaire de leurs membres sous forme de dépôts à vue rémunérés par la distribution des bénéfices de gestion, proportionnellement au montant des dépôts. Cette rémunération est difficile à prévoir, fortement variable et se place sur les valeurs basses (3-4%). La moitié environ des fonds est versée aux coopératives centrales, sous forme de comptes à vue, l'autre moitié reste comme argent de caisse et surtout comme provision de crédit pour les membres (jusqu'à un plafond de 40% des sommes administrées, mais avec une sortie effective de 30% environ). Le crédit octroyé est paramétré au montant du dépôt du demandeur et assisté de garanties réelles ou personnelles (caution solidaire, hypothèque, aval, cession du salaire). Les demandes de crédit concernent généralement l'achat ou la remise en état de l'habitation du demandeur, le financement de besoins sociaux (frais médicaux, scolaires, constitution de dot) ou d'achats de consommation. Plus rarement, le crédit est utilisé à des fins productives, surtout dans le domaine de la commercialisation des biens et moins fréquemment dans celui de la production(*).

La durée des emprunts reste dans les limites du court terme

(*) Une enquête menée dans la région du Kivu dans les années 1972-77 a révélé que sur le nombre totale des crédits octroyés, le commerce en absorbait 12,5%, l'agriculture, 2,2%, l'achat d'équipements de travail, 3,8%. En termes de montant de financement, ces trois secteurs ensemble absorbaient 37,7 du total.

Source: "Les coopefatives d'épargne et de crédit et le financement des PME", rapport présenté par le secrétaire exécutif de l'UCCEC, Mimpiya Akan, au Symposium national sur la relance des petites et moyennes entreprises, en décembre 1985; p. 16-17.

(3-12 mois) et le remboursement est étagé en tranches hebdomadaires, mensuelles ou semestrielles. Le taux d'insolvabilité est plutôt élevé. Les taux d'intérêt varient selon la nature de l'emprunt et selon les coopératives. Actuellement on relève des taux entre 13 et 20% (ces derniers pour les crédits destinés à des projets de développement ou à de petites entreprises). La politique des prêts est établie par une commission de crédit élue par l'assemblée des membres, dans le cadre des directives dictées par le statut et par l'assemblée.

Au deuxième échelon nous trouvons les Coopératives Centrales d'Épargne et de Crédit (COOCEC) qui réunissent les coopératives de base en leur offrant des services d'assistance, de formation des cadres et de relations publiques. Ces organismes collectent les ressources excédentaires des coopec et les utilisent en trésorerie (dépôts bancaires à vue), en bons du trésor, en dépôts bancaires à terme, en crédits. Ces derniers sont destinés aux membres des coopec dont les demandes de crédit dépassent le plafond fixé pour chaque membre par les organismes de base (il s'agit le plus souvent de projets et de petites entreprises) et prévoient l'application de taux équivalents aux taux bancaires.

Au troisième échelon, l'Union des Coopératives Centrales d'Épargne et de Crédit au Zaïre (UCCEC) n'a pas de fonctions financières, mais seulement de représentation, de coordination et d'assistance aux coopératives des deux premiers échelons.

Les coopératives sont dignes d'une attention toute particulière parce que ce sont les seuls organismes qui, quoiqu'en mesure très limitée, accordent des financements en monnaie aux petits exploitants traditionnels. Ces intermédiaires ont également d'autres avantages qui sont: le faible coût de leur gestion, leur présence capillaire dans certaines régions rurales; l'implication des utilisateurs dans la gestion des services et donc leur confiance dans ces organismes; les caractéristiques attrayantes des produits de collecte de l'épargne (haute liquidité, absence de minimums d'investissement, rémunération meilleure que celle qu'offrent les banques sur les dépôts à vue) et donc un considérable potentiel de mobilisation

de l'épargne rurale; l'intégration des services d'épargne et de crédit; la flexibilité et la rapidité des procédures d'octroi des crédits. Par contre, les principaux problèmes qui entravent leur plein développement et leur contribution à la croissance financière des marchés ruraux sont représentés par le taux élevé d'insolvabilité; la fréquente incompétence de la gestion, la forte instabilité des dépôts qui les oblige à détenir de coûteuses réserves de liquidité et à effectuer des financements à échéances très brèves; l'incapacité de satisfaire à de nombreuses demandes de financement par manque de garanties; leur présence capillaire seulement dans certaines régions du pays; le drainage de l'épargne rurale vers les banques commerciales des grandes villes; l'exiguïté des fonds administrés (environ 2% des dépôts bancaires).

Les rendements réels négatifs découragent la mobilisation de l'épargne financière et ne sont qu'en partie compensés par la possibilité d'obtenir des crédits à des taux inférieurs à ceux du marché (vu que seule une partie des dépôts est utilisée pour accorder des prêts).

TABLEAU II

L'activité des coopératives d'épargne et de crédit

	31/12/1983	31/12/1984
Nombre de Coocec	5	5
Nombre de Coopec	107	125
Nombre de membres	150.000	205.822
Epargne collectée (en zaïres)	160.000.000	205.000.000
Accroissement (%)	—	+28,1
Crédits octroyés	—	64.000.000

Source: Mimpia Akan. "Les coopératives d'épargne et de Crédit au Zaïre"
Union des Coopératives Centrales d'Epargne et de Crédit au Zaïre.

En ce qui concerne, enfin, le marché financier non organisé, on découvre au Zaïre l'existence d'associations rotatives de crédit et d'épargne, appelées Likelemba, qui agissent exclusivement dans les villes et qui sont administrées par des femmes.

Il existe ensuite, dans les zones rurales, des transactions de crédit menées par des bailleurs de fonds individuels, à des taux d'usure et à capitalisation mensuelle, sur présentation d'onéreuses garanties réelles. Le recours à ces opérations semble toutefois exceptionnel et sporadique et les producteurs agricoles ne considèrent normalement pas cette source de crédit comme une alternative possible à la pénurie de crédit institutionnel. L'importance relative de la finance informelle nous semble par conséquent plutôt contenue.

6.

INTERMÉDIAIRES FINANCIERS DANS LES ZONES RURALES

On a souvent affirmé que les banques commerciales ne sont pas les organismes les plus appropriés pour fournir les services financiers désirés dans les zones rurales. Ceci à cause des hauts risques que présente le crédit dans ce secteur, l'absence de garanties suffisantes et la dispersion des emprunteurs; mais aussi à cause des fortes charges des guichets ruraux dues à l'exigüité des sommes traitées et au nombre élevé de rapports financiers entretenus pour des montants modestes.

N'oublions pas non plus que les caractéristiques structurelles et fonctionnelles des banques commerciales les rendent plus aptes à opérer dans les agglomérations urbaines et à financer des entreprises industrielles.

Ces considérations semblent s'appliquer également au Zaïre. On a vu que la part affectée à l'agriculture, sur le total des crédits bancaires, est la plus élevée et tend à augmenter (40,1% en 1984). Or, il est bon de préciser que ces interventions sont essentiellement de deux sortes. D'un côté il s'agit de crédits à la production en faveur des grandes sociétés agro-industrielles qui répondent parfaitement aux critères d'octroi de crédit des banques parce qu'elles offrent de meilleures garanties, une meilleure dotation de moyens propres, des taux de rentabilité plus élevés et plus stables et traitent des montants considérables. De l'autre côté, nous avons des financements à la commercialisation des produits agricoles (crédits de campagne) surtout en faveur du café, puis en faveur du riz, du maïs, du coton et de la canne à sucre. Ces crédits sont à court terme (autrefois 4 mois, actuellement 6), ils couvrent la durée de la campagne agricole et sont accordés à des agents commerciaux ou à des

sociétés industrielles qui utilisent des matières premières agricoles pour le financement de l'achat de la récolte et pour son évacuation vers les centres de consommation ou de transformation.

Evidemment, ce soutien financier représente un encouragement considérable à la production agricole, car il rend plus efficace le système de commercialisation et permet aux agriculteurs de vendre leur récolte plus rapidement, et à un prix relativement plus rémunérateur. Le système de crédit de campagne est coordonné par des organismes publics tels que la Caisse de Stabilisation Cotonnière, pour la culture du coton et surtout la "Division Marchés, Prix et Commercialisation" du Département de l'Agriculture et du Développement Rural pour les produits vivriers. Cette Division estime annuellement les besoins nationaux de crédits de campagne, répartis par région, par période et par culture, sur la base des prévisions sur les quantités commercialisées et les prix au producteur, et communique ces estimations à la Banque centrale chargée d'autoriser l'octroi desdits crédits (rentrant dans le plafond non réparti).

Malgré les considérables ressources que les banques mettent à la disposition de ce genre de crédits, et la tentative de coordination des organismes publics, ce système est encore largement inefficace, surtout en ce qui concerne la rapidité dans l'octroi du crédit. Le plafond imposé par le FMI s'épuise rapidement au début de chaque trimestre et oblige la Banque centrale à contingenter les demandes de crédit qui se présentent pour l'autorisation. Les demandes non satisfaites sont inscrites sur une liste d'attente suivant leur "ancienneté" et sont accueillies tour à tour au cours des trimestres suivants. Evidemment, ces critères impliquent que les fonds arrivent au demandeur lorsque la campagne agricole est terminée depuis longtemps (maintenant, décembre 1985, on est en train d'accorder des financements demandés en mars).

D'ailleurs, ce système de crédit de campagne ne peut pas être efficace. D'un côté en effet, l'imposition de taux uniformes et artificiellement bas exclut la possibilité d'un rééquilibrage du marché du crédit basé sur la hausse des taux et sur l'exclusion des moins bons

demandeurs. De l'autre, la décision d'octroyer du crédit dépend d'un seul organisme (la banque centrale) qui n'a pas la capacité autonome d'évaluer la rentabilité des emprunteurs et qui, ne devant pas soutenir les charges nécessaires pour donner, administrer, recouvrer le crédit (supportées, évidemment, par les banques commerciales), n'est pas en mesure de distinguer les meilleurs emprunteurs ou les moins coûteux à servir.

Comme nous l'avons dit, les taux sur les crédits de campagne (actuellement 26%) sont fixés par les autorités monétaires et jouissent d'un réescompte facilité au taux de 24%. Un tel écart nous semble certes insuffisant pour assurer la couverture des frais d'octroi et de gestion du crédit, soutenus par les banques.

Les banques, par contre, n'accordent pas de financements à court terme aux petits et aux moyens producteurs agricoles. Les crédits à moyen terme, très réduits, sont accordés à quelques sociétés agroindustrielles.

Le Tableau 12 confirme la prédominance, parmi les prêts au secteur agricole, de ceux qui sont destinés à la commercialisation, quoique leur importance soit en voie de diminution. Dans le cadre des crédits de campagne, la part accordée au café est encore la plus forte, mais elle tend à fléchir, tandis qu'on voit augmenter sensiblement l'importance des cultures vivrières.

Dans le mode d'action des banques zaïroises on décèle des facteurs qui rendent problématique une réponse satisfaisante aux besoins financiers des exploitants. Ne serait-ce que la faible diffusion des guichets bancaires, le manque de véritables produits financiers d'investissement de l'épargne (en termes de rendements et de seuils minima d'investissement nécessaires); l'onéreuse demande de garanties; les minimums élevés qu'on demande pour avoir accès aux financements; les frais de transaction élevés à la charge des emprunteurs (perte de temps et frais de voyage pour se rendre aux guichets de la banque, frais de constitution des dossiers); le faible soutien des banques au delà du court terme; l'absence totale de crédit à la production pour les PME et pour les exploitations familiales traditionnelles.

Ceci ne signifie pas que nous voulons contester le travail des banques zaïroises: nous sommes en effet bien conscients que ces établissements ont des finalités et des secteurs d'activité qui leur sont propres, qu'ils font preuve en général de solidité économique et financière (à l'exception de la Banque de Kinshasa qui traverse de graves difficultés financières), que même lorsqu'ils entrent en contact avec les exploitants agricoles ils mettent en oeuvre des procédures de gestion rigoureuses et des critères de sélection du crédit efficaces. Nous désirons seulement faire remarquer l'inadéquation des banques vis à vis du développement des marchés financiers ruraux et les difficultés qu'elles rencontrent à instaurer des rapports directs et personnels avec les exploitants.

Le comportement de la Sofide nous paraît analogue à celui des banques commerciales, bien que cet établissement ait des caractéristiques structurelles et fonctionnelles bien différentes (objectifs, sujet économique, articulation territoriale, échéances de la collecte et des financements).

En ce qui concerne le soutien de l'agriculture, la Sofide s'oriente surtout vers le secteur agro-industriel et forestier et finance d'importants projets d'investissement. Pour le financement des cultures industrielles ou vivrières (poste limité et en diminution comme l'indique le Tableau 14), l'Etablissement traite avec des PMEAs plutôt modernes et organisées travaillant dans le domaine de la production ou dans celui de la commercialisation (en finançant, par exemple, l'achat de camions) et néglige complètement les petits cultivateurs traditionnels, exclus des critères d'octroi de crédit.

Le taux d'intérêt appliqué sur les crédits aux PMEAs est de 25% mais il est encore plus bas si les crédits sont tirés des ressources en devises.

Dans le cadre de ses interventions en faveur du secteur industriel, la Sofide finance ensuite les entreprises qui se servent de matières premières agricoles. L'établissement voudrait pouvoir augmenter ses initiatives dans le domaine agricole et paraît, en ceci, faire une sorte de concurrence à la BCA pour l'accaparement de

fonds publics (surtout les fonds de contrepartie). La création en 1976 d'un département agricole a augmenté, par rapport aux années précédentes, le volume des opérations en faveur du secteur rural, mais n'a pas changé significativement la politique de crédit agricole de l'Etablissement. Les facteurs principaux qui l'empêchent d'offrir des services financiers suffisants dans le secteur rural semblent être principalement: la totale absence d'instruments de collecte de l'épargne rurale; la pénurie d'agences sur le territoire (5 dans les principaux centres); l'offre de crédit exclusivement à long terme; des critères d'octroi de crédit qui excluent les plus petits agriculteurs. A ce propos, citons la demande de garanties réelles, le montant élevé du minimum de crédit accordé et le haut pourcentage d'autofinancement à la charge de l'emprunteur.

Sans doute, l'établissement clé pour le développement du crédit rural paraît être la Banque de Crédit Agricole (BCA), établissement de droit public, créé par l'Ordonnance Présidentielle du 21 octobre 1982 dans le but de concourir au développement économique "en favorisant la création, l'extension ou la modernisation d'entreprises établies au Zaïre, dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage, ainsi que dans les secteurs en amont et en aval de la production agricole".¹

En particulier, la BCA s'adresse aux entreprises organisées (sous forme individuelle ou sociétaire, associations, coopératives, groupes, projets de développement) économiquement et financièrement viables et conduites suivant des principes de saine gestion. Parmi celles-ci on privilégie celles dont l'activité contribue à la réalisation des objectifs nationaux d'auto-suffisance alimentaire et de développement agricole intégré.

Pour poursuivre ses objectifs, la BCA peut: "octroyer des crédits à court, moyen et long termes principalement aux paysans pour la promotion intégrée en milieu rural et aux fermiers; prêter des services en matière technique, financière et de gestion en

1 Ordonnance Présidentielle n. 82-162 du 21 octobre 1982, art. 3

faveur des paysans; apporter son concours technique et financier à la création et au développement de toute société ou entreprise, participer sous diverses formes dans le capital de ces sociétés ou entreprises et y exercer tous droits qui s'y rapportent; donner son aval ou se constituer caution pour des tiers; transférer à des tiers les droits résultant de toutes opérations de prêt ou d'investissement, matérialisés par tous titres et valeurs; contracter des emprunts sous toutes formes; recevoir du public des dépôts de fonds en compte ou autrement, remboursables à vue, à terme ou avec un préavis supérieur à un an; effectuer toutes opérations conformes à l'objet de la Banque".²

Des limites opérationnelles ont été fixées pour garantir une juste répartition des risques et l'indépendance entre organisme financeur et organisme financé. Le montant total des crédits et des participations dans chaque entreprise ne peut ni dépasser 10% des moyens propres de la BCA, ni 60% du montant des nouveaux projets à financer, 80% des projets d'extension et de modernisation et 75% dans le cas des crédits de campagne. Les participations ne peuvent dépasser 15% du capital de l'entreprise participée.

Le montant minimum des crédits à octroyer est de 5.000 zaïres. La banque est à la fois banque commerciale, et comme telle, adhérente à l'Association Zaïroise des Banques et appelée à effectuer toutes les opérations ordinaires de banque sous la direction du département commercial; banque d'affaires; banque de développement agricole (dans ce dernier terme est comprise toute l'activité de soutien financier au secteur rural, y compris les crédits à court terme).

La Banque est placée sous la tutelle générale du Département de l'Agriculture; signalons que les dépôts à la BCA et les emprunts qu'elle contracte sont garantis par l'Etat. La BCA est une structure très jeune, dont l'activité est encore réduite et dont les énergies sont consacrées surtout, pour le moment, à la mise en place et à la con-

2 Ordonnance Présidentielle n. 82-162 du 21 octobre 1982, art. 3

solidation des structures organisationnelles, du système de gestion, des procédures comptables et administratives et à la formation du personnel. Malgré son activité limitée, l'effectif de la Banque comptait au 31.12.1985 non moins de 100 employés (dont 74 doués d'expérience professionnelle spécialisée) travaillant tous dans l'unique agence de Kinshasa.

Le capital propre, entièrement apporté par l'Etat, est représenté par un fonds social de 5 millions de zaïres et par une dotation de 125 millions libérable en cinq ans par tranches annuelles de 25 millions. En ce qui concerne les ressources empruntées, la BCA n'a pas encore commencé une politique active de collecte des dépôts et se limite à offrir des dépôts à vue non rémunérés (comptes-chèques). La plupart de ces dépôts (80% environ) sont représentés par les ressources du FCD, autrefois placées à la Banque du Zaïre. La BCA deviendra également dépositaire des avoirs du Fonds Agricole, encore déposées auprès de la Banque centrale et voudrait en outre pouvoir disposer de lignes de crédit auprès de ces deux fonds.

L'Etablissement s'efforce en outre d'obtenir le dépôt des fonds de contrepartie destinés au financement des projets agricoles et de bénéficier également des lignes de crédit accordées à l'Etat zaïrois dans le même but, ainsi que d'obtenir directement des emprunts de la part d'organismes étrangers.

En ce qui concerne la gestion de l'actif, là aussi l'activité de la banque est encore limitée et, pour l'instant, exclut les opérations de change, les prises de participations et la fourniture de garanties. La part commerciale de l'Etablissement octroie à de petites et moyennes entreprises de commercialisation de produits agricoles des crédits essentiellement à court terme pour l'achat de pièces de rechange ou de biens de consommation à vendre dans les zones rurales.

En raison de l'exiguïté de ses ressources, le département commercial ne s'adresse pas encore aux grandes entreprises du secteur industriel ou agroindustriel.

Les conditions sur ce genre de crédits sont analogues à celles qu'appliquent les banques commerciales, avec des taux autour de

34% Signalons que pour son activité commerciale la BCA est soumise aux obligations de politique monétaire telles que la réserve obligatoire et les mesures d'encadrement du crédit.

Elle jouit cependant d'une facilitation du fait que les dépôts du FCD sont exclus du compte de la réserve obligatoire.

En ce qui concerne son activité de banque de développement agricole, la BCA a choisi, pour ses premières années d'activité, de soutenir exclusivement les productions vivrières. C'est ainsi qu'elle a financé les campagnes des produits alimentaires en octroyant du crédit à court terme à des PME commerciales pour l'achat, le stockage et l'évacuation de ces produits vers les centres de consommation. Ces mêmes entreprises ont reçu quelquefois des crédits à moyen terme pour l'achat de moyens de transport. En ce qui concerne la production, la Banque a prêté son soutien à moyen terme et parfois à court terme à certaines PME pour la plantation de cultures alimentaires et l'installation de structure de conditionnement, de transformation et de stockage des produits. Le Tableau 15 montre la diffusion de ces interventions dans toutes les régions du pays et, ces dernières années, la prédominance des crédits à court terme (crédits de campagne + crédits commerciaux) qui représentent 69,7% du total des projets et 57,1% du montant total des financements. Signalons que les crédits accordés dans cette période ont contribué dans la mesure de 49,8% à la réalisation desdits projets, la part restante étant couverte par autofinancement.

En 1985, contre 56 projets financés, l'Etablissement a reçu 328 demandes de crédit dignes d'attention, pour un total de 1.349.154.000 zaïres. Une bonne partie de ces demandes a été écartée surtout par manque de fonds. Dans bien des cas, les débiteurs n'ont pas été en mesure de respecter les échéances de remboursement et ont demandé des délais, mais jusqu'ici, d'après la Direction, aucun crédit n'est considéré irrécupérable.

Les taux d'intérêt sont fixés par la Banque centrale dans la mesure de 26% pour les crédits de campagne à court terme; le taux est de 25% pour les prêts à moyen/long terme (presque toujours 2-4

ans). Dans tous les cas on exige des garanties de nature réelle ou personnelle. Les crédits de campagne nécessitent en outre de l'autorisation de la Banque centrale, contrairement aux prêts à moyen et long terme.

Signalons enfin que la BCA et la Sofide financent parfois ensemble les mêmes projets d'investissement et dans ce cas la BCA assume le financement du capital circulant.

En ce qui concerne l'obtention du crédit, la procédure exige que l'aspirant emprunteur remplisse tout d'abord un formulaire spécial, disponible auprès des filiales de la Banque centrale ou de la Banque du Peuple. Les demandes sont reçues et analysées à titre préliminaire par le service "Secrétariat des Projets" qui se trouve au siège de la Direction Générale. Les dossiers sont ensuite transmis, pour la véritable instruction du crédit, au "Département des Projets" (s'il s'agit de crédits agricoles) ou au Département commercial.

L'étude des demandes de crédit se déroule en partie sur le terrain, moyennant des missions à l'intérieur du pays et des visites de l'entreprise ou de l'exploitation du demandeur. L'instruction terminée, l'octroi de crédit est délibéré par le Comité de Gestion ou par le Conseil d'Administration (lorsque le montant du prêt dépasse 500.000 zaïres).

En ce qui concerne l'équilibre économique, après les deux premiers exercices clos en perte à cause des charges opérationnelles qui grevaient une activité encore à ses débuts, l'Etablissement a réalisé un bénéfice en 1984. Par rapport aux comptes de pertes et profits des banques commerciales, on relève des valeurs analogues dans le rendement moyen de l'actif et dans les frais d'exploitation; par contre, des valeurs plus contenues dans le coût moyen de la collecte et dans les dotations aux amortissements.

Quant'aux perspectives de développement de l'Etablissement, ce dernier, après avoir passé les premières années à consolider ses structures centrales et ses propres équilibres, est maintenant sur le point d'ouvrir deux filiales dans l'intérieur, probablement dans les régions du Kivu et du Bandundu.

En ce qui concerne le soutien aux petits cultivateurs tradi-

tionnels actuellement exclus du crédit de la BCA, l'Etablissement n'envisage pas de leur octroyer directement des crédits, car cela comporterait de fortes charges et des risques élevés. On étudie plutôt la possibilité de les atteindre à travers des structures relais (projets de développement, coopératives de production ou de crédit et d'épargne, groupements et associations divers, organismes confessionnels).

Remarquons que dans ce cas, puisque le crédit serait octroyé à la structure intermédiaire et non aux utilisateurs finaux, la Banque devrait préalablement s'assurer, moyennant l'instruction du crédit, des équilibres de gestion et des capacités de remboursement de la structure relais.

En conclusion, il est encore tôt pour exprimer un jugement définitif sur le travail de la BCA, et ses perspectives paraissent encore incertaines. On peut cependant déceler quelques éléments favorables et d'autres défavorables à un développement sain de l'Etablissement.

Parmi les éléments favorables, il faut tenir compte de la haute qualification du personnel; de l'ampleur de l'objet social qui permet d'offrir à la clientèle une vaste gamme de services se complétant les uns les autres (collecte d'épargne, services monétaires, assistance et conseil, crédit à court, moyen et long terme, apports de capitaux de risque); une gestion plutôt prudente et attentive à préserver ses équilibres budgétaires, à évaluer la rentabilité des initiatives financées, à refuser toute forme de subvention.

Malheureusement, il existe aussi des facteurs qui pourraient pousser l'Etablissement à adopter des pratiques de gestion non correctes et manquer ainsi l'objectif qui lui a été confié. Nous nous rapportons d'un côté au développement rapide de sa structure (citons seulement le nombre élevé d'employés) et de l'autre aux pressions de certains secteurs du gouvernement qui désireraient une initiative plus "dynamique" de la Banque dans le domaine du crédit aux petits exploitants, et qui pourraient encourager une croissance indiscriminée des financements au détriment de leur qualité. Comme nous l'avons vu, actuellement la BCA poursuit

une politique de prudence et de gradualité dans l'octroi du crédit, même au prix de supporter une plus forte incidence des charges sur le total des revenus.

Plus grave nous paraît par contre l'insuffisance dans l'action de mobilisation des surplus monétaires dans les zones rurales, à travers l'offre d'instruments financiers appropriés, soit dans la fonction d'instruments de paiement (comptes courants ou comptes chèques), soit dans celle de la collecte et de la rémunération de l'épargne (dépôts à terme). La Direction justifie sa prudence dans ce domaine par les retombées sur le compte de pertes et profits qu'aurait un coût de collecte nettement plus élevé que l'actuel (qui est pratiquement nul) et envisage, en voie prioritaire, d'élargir l'échelle de ses opérations en recourant à des sources publiques ou extérieures. Le risque est justement que la disponibilité de ces sources de provision préférentielles et à des coûts facilités, mette hors jeu la collecte chez le public et empêche cet organisme de capter les signaux venant du marché. La BCA continuerait ainsi à opérer dans un contexte de coûts de provision ne reflétant pas la pénurie relative du facteur capital et serait de ce fait découragée d'appliquer de rigoureuses procédures de sélection des crédits et de poursuivre une meilleure efficacité de gestion (à ce propos, voir au Tableau 6 que l'incidence des frais d'exploitation sur la marge d'intermédiation est de 69,5% chez les banques commerciales, de 41,8% à la Sofide, et de non moins de 88% à la BCA).

7.

QUELQUES CONCLUSIONS ET OBSERVATIONS SUR LES MARCHÉS FINANCIERS RURAUX AU ZAÏRE

Comme nous l'avons vu au cours des pages précédentes, le système de crédit agricole au Zaïre apparaît insuffisant.

Des ressources assez considérables sont mises à la disposition des unités qui travaillent en aval de la production agricole: entreprises commerciales, projets de développement rural ou entreprises industrielles qui utilisent les matières premières agricoles. Il s'agit de crédits de campagne ou de crédits commerciaux à court et moyen terme faits par le système bancaire, par la Sofide, par la BCA, par le FCD, par le Fonds agricole, par le budget public ou par des organismes internationaux (en ce qui concerne les projets).

Remarquons, surtout dans le cas des produits vivriers, que le système de crédit de campagne souffre d'un grave manque de coordination et de synchronisation entre le moment du besoin effectif de fonds de la part du demandeur et le moment où le crédit lui est effectivement alloué; que pour les producteurs, les bénéfices du crédit à la commercialisation sont appréciables mais indirects; que dans le domaine du soutien direct de la production agricole il existe une grosse pénurie de crédit, sauf pour les grandes sociétés agro-industrielles qui, de par leurs caractéristiques et leurs dimensions, peuvent jouir de l'appui du système bancaire, de la Sofide et du FCD. Depuis quelques années, la Sofide, la BCA et en moindre mesure le FCD ont commencé à s'orienter vers les PMEAs plus modernes et mieux organisées, le plus souvent dans le secteur des cultures vivrières. Par contre, les petites exploitations traditionnelles restent coupées du crédit.

Les petits exploitants reçoivent dans certains cas des crédits

en nature, sous forme d'inputs de production, de la part de projets de développement, de sociétés industrielles qui traitent les matières premières agricoles, de coopératives de production ou de missions religieuses.

Encore plus modeste est l'importance du financement en espèces de la production de la part des coopératives d'épargne et de crédit.

Devant une situation de ce genre, on voit s'affronter les opinions de ceux qui croient que les petits cultivateurs sont irrémédiablement destinés à rester exclus de l'offre de services financiers et de ceux qui proposent la mise au point de programmes de crédit à des taux facilités ou des subventions massives en leur faveur.

Personnellement, nous pensons qu'il ne peut y avoir de développement financier et économique là où les unités de production consomment leur propre production et ne créent aucun surplus durable. C'est probablement ce qui arrive dans la plupart des petites exploitations familiales du Zaïre.

Dans ces cas, une intervention publique ou à l'échelon d'organismes internationaux devient prioritaire pour mettre en place les infrastructures et les conditions qui permettraient une augmentation de la productivité (voir à ce propos les nombreux projets de développement rural intégré).

A notre avis, cependant, ce qui manque dans la politique agricole des autorités, c'est l'idée exacte de l'importance qu'aurait un véritable marché financier à côté de ces infrastructures. Ce marché pourrait donner une contribution irremplaçable à la consolidation du surplus en voie de formation en faisant augmenter et en mobilisant l'épargne et en améliorant son utilisation à l'avantage des meilleurs investissements. On verrait ainsi s'affirmer un processus de spécialisation entre les unités de formation des ressources et d'autres, plus dynamiques et plus capables d'entreprendre des initiatives de production et d'effectuer des investissements.

Il s'ensuivrait une augmentation des dimensions moyennes des exploitations et la résorption des petites exploitations familiales à bas rendement.

L'exemple du Zaïre montre que même lorsqu'il se crée effectivement des surplus en espèces, comme dans le cas de la forte augmentation des prix aux producteurs en 1982 et 1983 ou dans celui des nombreux projets de développement rural, le sous-développement financier fait que ces surplus vont financer l'augmentation de la consommation ou certains investissements improductifs (biens refuge) ou à basse rentabilité.

En résumé, il nous semble que la possibilité d'intensifier les transactions financières dans les zones rurales du pays rencontre actuellement des obstacles. Parmi ceux-ci, les plus importants sont d'un côté le manque d'établissements et de produits aptes à encourager et à mobiliser l'épargne rurale en la rémunérant comme il se doit et de l'autre, l'imposition de taux d'intérêt inférieurs à ceux qui sont pratiqués sur le marché, avec, en parallèle, la concentration des décisions d'octroi de crédit à la Banque centrale.

La disponibilité de fonds à des taux facilités pour les intermédiaires (Sofide, BCA) détourne ces établissements du recours à l'épargne rurale, leur fournit de fausses indications sur la pénurie relative de capital financier, stimule l'inefficience de la gestion, transmet à l'activité de crédit les fausses informations reçues en permettant l'application de taux facilités et l'adoption de procédures moins efficaces de sélection du crédit.

Cet état de choses réduit la mobilisation de l'épargne et fait augmenter la consommation, la thésaurisation de l'épargne et l'autofinancement d'investissements moins rentables. A la longue, on pourrait assister à une diminution de la productivité moyenne du capital investi dans l'agriculture et à des équilibres plutôt précaires chez les intermédiaires financiers.

TABLEAU 12

Les financements bancaires à l'agriculture (en millions de zaïres)

	31/12/1981	31/12/1982	31/12/1983
(1) Sylviculture et exploit. forestière	20	24	54
(2) % sur total	1,6	1,3	2,0
(3) Elevage et pêche	18	26	48
(4) % sur total	1,4	1,5	1,7
(5) Agriculture	438	621	1.039
(6) % sur total	34,8	34,7	37,8
(7) Agriculture: crédits de campagne	420	562	826
(8) = (7) : (5)	95,9	90,5	79,5
(9) Crédits de campagne: en faveur du café	345	465	572
(10) = (9) : (5)	78,8	74,9	55,1
(11) en faveur des produits vivriers	70	91	246
(12) = (11) : (5)	16,0	14,7	23,7
(13) en faveur du cacao	—	—	2
(14) = (13) : (5)	—	—	0,2
(15) en faveur du caoutchouc	5	6	6
(16) = (15) : (5)	1,1	1,0	0,6

Source: Banque du Zaïre

TABLEAU 13

Le financement à l'agriculture de la SOFIDE (en milliers de zaïres)

	31/12/83	%	31/12/84	%	02/12/85	%
CREDITS EN COURS						
Secteur agricole	187.614	23,3	297.059	21,8		
Secteur industriel	616.286	76,7	1.062.300	78,2		
TOTAL	803.900	100,0	1.354.359	100,0		
INTERVENTIONS AU COURS DE L'ANNEE						
Nombre de projets						
Agriculture	11	18,7			16	22,2
Exploitation forestière	4	6,8			2	2,8
Elevage	5	8,5			4	5,6
Agro-industrie	13	22,0			15	20,8
Autres secteurs	26	44,0			35	48,6
TOTAL	59	100,0			72	100,0
MONTANT DES FINANCEMENTS						
Agriculture	37.174	8,9	60.648	6,4	59.546	4,4
Exploitation forestière	43.050	10,4	325.015	34,4	26.852	2,0
Elevage	15.013	3,6	19.841	2,1	18.724	1,4
Agro-industrie	76.824	18,5	68.971	7,3	103.309	7,5
Autres secteurs	243.946	58,6	470.335	49,8	1.158.552	84,0
TOTAL	416.007	100,0	944.810	100,0	1.366.983	100,0

Source: SOFIDE: Bilans 1983 et 1984; statistiques internes.

TABLEAU 14

Le bilan de la B.C.A. (en milliers de zaires)

	1982	%	1983	%	1984	%
ACTIF						
Trésorerie	204	81,0	37.788	87,4	170.581	76,1
Prêts agricoles à court terme	—	—	—	—	19.828	8,8
Comptes de régularisation d'actif	—	—	1.255	2,9	10.714	4,8
Autres disponibilités	—	—	118	0,3	1.125	0,5
Immobilisations techniques	48	19,0	3.212	7,4	8.313	3,7
Prêts agricoles à moyen terme	—	—	—	—	4.712	2,1
Autres valeurs immobilisées	—	—	868	2,0	8.982	4,0
TOTAL	252	100,0	43.241	100,0	224.255	100,0
PASSIF						
Dépôts et comptes courants	—	—	—	—	140.717	62,8
Dettes envers l'Etat	—	—	192	0,4	302	0,1
Autres éléments du passif	268	106,3	65	0,2	3.051	1,4
Fonds social	—	—	5.000	11,6	5.000	2,2
Dotation en capital apportée	—	—	40.000	92,5	75.000	33,4
Bénéfices accumulés	-16	-6,3	-2.016	-4,7	185	0,1
TOTAL	252	100,0	43.241	100,0	224.255	100,0

Source: Banque de Crédit Agricole, bilans 1983 et 1984.

TABLEAU 15

Projets financés par la B.C.A. (déc. 1983 - 31/12/1985) (en milliers de zaires)

REGIONS	1983			1984			1985			Total					
	Moyen terme (production)		Moyen terme (1)	Moyen terme (production)		Moyen terme (production)	Court terme (campagne)		Crédits commerciaux	Total					
	No.	Montant		No.	Montant		No.	Montant		No.	Montant	No.	Montant	%	
Bandundu	—	—	—	—	10	8.550	2	2.117	12	13.410	2	3.150	26	27.227	15,5
Bas Zaïre	1	455	1	1.800	3	3.486	6	19.091	3	1.350	3	9.030	17	35.212	20,0
Equateur	—	—	1	2.084	2	3.350	1	2.209	3	10.720	—	—	7	18.363	10,4
Haut Zaïre	—	—	1	458	4	6.250	—	—	3	3.760	—	—	8	10.468	5,9
Kasai Occidental	—	—	1	3.934	3	2.463	—	—	2	2.370	—	—	6	8.767	5,0
Kasai Oriental	2	1.446	—	—	1	604	2	9.259	3	1.240	—	—	8	12.549	7,1
Kinshasa	—	—	2	1.343	1	5.000	1	4.366	—	—	—	—	4	10.709	6,1
Kivu	—	—	—	—	5	8.170	3	9.636	4	6.120	—	—	23	23.926	13,6
Shaba	—	—	2	5.345	3	5.200	4	11.517	2	5.800	—	—	11	27.862	15,9
TOTAL	3	1.901	8	14.964	32	43.073	19	58.195	32	44.770	5	12.180	99	175.083	100,0

Source: Banque de Crédit Agricole, "Note complémentaire: les activités de la Banque de Crédit Agricole en 1985".

(1) Crédits de campagne + Crédits commerciaux

TABLEAU 16

Données sur l'activité de la B.C.A.

	31/12/1983	31/12/1984	31/12/1985
COMPTES DE DEPOT OUVERTS			
Nombre	39	210	820
Montant	8.273.064	140.716.355	180.273.582
CREDITS AUTORISES			
Nombre	3	40	56
Montant	1.901.000	58.037.000	115.145.000
Moyenne par projet	633.666	1.450.925	2.056.160

Source: Banque de Crédit Agricole, "Note complémentaire: les activités de la Banque de Crédit Agricole en 1985".

Mai, 1986

TABLE DES MATIÈRES

Préface

KENYA par Erik Skön

1. Traits généraux de l'économie	3
2. Politique monétaire et développement financier	9
3. Performance des établissements financiers	13
3.1 Aperçu général du secteur financier	13
3.2 Règlementation du secteur financier	16
3.3 Politique des taux d'intérêt	17
3.4 Réserves obligatoires	22
3.5 Crédit agricole obligatoire	23
3.6 Capacité de surveillance de la Banque Centrale	26
3.7 Interactions entre structure du marché et réglementations	26
3.7.1 Secteur des banques commerciales	27
3.7.2 Institutions financières non bancaires	30
3.8 Conclusions	34
4. Crédit rural en dehors des institutions financières	36
5. Infrastructures de développement rural et politiques de prix	40
5.1 Réseau routier	40
5.2 Fourniture de facteurs de production et fixation des prix	41
5.3 Commercialisation des produits agricoles et fixation des prix	43
6. Etablissements financiers spécialisés et aperçu de finance rurale	49
6.1 Environnement et traits généraux	49
6.2 La Corporation de Finance Agricole (AFC)	51
6.2.1 Objectifs originels et exigences croissantes	51
6.2.2 Structure de la Direction	52
6.2.3 Crédit et politiques financières	53
6.2.4 Evaluation et administration des prêts	55
6.2.5 Résultats financiers	57
6.2.6 Conclusions	63
6.3 La Banque Coopérative du Kenya (CBK)	64
6.3.1 Objectifs originels et exigences croissantes	64

6.3.2	Structure légale et politique de crédit	65
6.3.3	Direction et organisation	67
6.3.4	Financement	68
6.3.5	Portefeuille-prêts et résultats financiers	69
6.3.6	Etat financier	71
6.3.7	Conclusions	75
6.4	Les Sections Bancaires des Unions coopératives (UBS)	76
6.4.1	Aperçu général	76
6.4.2	Le Programme d'Epargne Coopérative (CSS)	78
6.4.3	Le Programme de Crédit de production aux Coopératives (CPCS)	78
6.4.4	Viabilité des UBS	80
6.4.5	Conclusions	81

MALI par Mario Masini

1.	Traits généraux de l'économie	87
2.	Politique monétaire et développement financier	90
3.	Performance des établissements financiers	95
4.	Crédit rural en dehors des institutions financières	103
4.1	Compagnie Malienne de Développement des Textiles	104
4.2	Office du Niger	106
4.3	Opération Haute Vallée	108
4.4	Coopératives	110
4.5	Crédit informel	110
5.	Infrastructures de développement rural et politiques de prix	113
6.	La B.N.D.A. et un aperçu général de la finance rurale au Mali	116

NIGER par Carlos Cuevas

1.	Traits généraux de l'économie	129
2.	Politique monétaire et développement financier	133
2.1	Politique monétaire	134
2.2	Développement financier	138

3. Performance des établissements financiers	147
4. Crédit rural en dehors des institutions financières	156
4.1 Institutions non financières et programmes de crédit agricole	156
4.2 Finance informelle dans les zones rurales	162
5. Infrastructure de développement rural et politiques de prix	165
5.1 Commercialisation agricole	165
5.2 Développement de l'irrigation	167
5.3 Politiques de fixation des prix	168
6. Etablissements financiers spécialisés et aperçu de finance rurale	171
6.1 La Caisse Nationale de Crédit Agricole, CNCA	171
6.2 La "Caisse Nationale d'Epargne" et l'épargne rurale	180
6.3 Conclusions	185
Références	187
Appendice	189

SOMALIE par Giancarlo Tammi

1. Traits généraux de l'économie	197
2. Politique monétaire et développement financier	201
3. Performance des établissements financiers	208
3.1 La Commercial and Savings Bank of Somalia	208
3.2 La Somali Development Bank	212
3.3 Crédit agricole en dehors des institutions financières	215
4. Services agricoles pour le développement rural et politique de prix	217
4.1 Le mouvement coopératif	221
5. Aperçu général du système de finance rurale	223
Appendice	227

ZAÏRE par Marco di Antonio

1. Traits généraux de l'économie	235
2. Politique monétaire et développement financier	240

3. Performance des établissements financiers	245
4. Caractéristiques générales du secteur agricole et des politiques agricoles	256
5. Crédit rural en dehors des institutions financières	263
6. Intermédiaires financiers dans les zones rurales	274
7. Quelques conclusions et observations sur les marchés financiers ruraux au Zaïre	285



Sommaire

La Division des Services Agricoles de la FAO et FINAFRICA ont un long passé de coopération en ce qui concerne le développement financier dans le milieu rural des pays en voie de développement.

C'est donc dans ce cadre que les deux organismes ont décidé de tracer une série de "profils" qui pourront se révéler précieux pour les pays africains qui désirent soupeser les points forts et les points faibles des différents efforts qui ont été faits pour promouvoir le développement rural à travers la finance institutionnelle. Ces profils devraient donc servir de base effective pour la formulation de politiques appropriées et pour l'assistance technique.

Les pays ont été choisis expressément pour couvrir toute une gamme de situations différentes, et ceux qui paraissent dans ce premier volume sont: le Kenya, le Mali, le Niger, la Somalie et le Zaïre.

Un autre groupe de pays fera l'objet d'un deuxième volume. L'analyse suit autant que possible un modèle commun qui contemple: les traits généraux de l'économie, la politique monétaire et le développement financier; la performance des établissements financiers; le crédit rural en dehors des institutions financières; les infrastructures de développement rural et les politiques de fixation des prix; les établissements financiers spécialisés et un aperçu général de la finance rurale.

Le plan détaillé qui a été suivi dans ces analyses est présenté dans la préface de ce volume, tandis que dans le deuxième volume un chapitre spécial sera consacré à la recherche de conclusions applicables en général.

L. 28.000 I.V.A. inclusa

ISBN 88-85955-00-2

